

RÉVOLUTIONNAIRES

50 05 FÉVRIER 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

ÉDITORIAL

Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti

Vendredi 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté un peu partout aux États-Unis contre les agissements racistes de la police fédérale de l'immigration (ICE). C'était aussi le jour choisi par Bruce Springsteen pour se rendre à Minneapolis chanter pour la première fois sur scène sa chanson écrite en quelques heures en hommage à Renée Good et Alex Pretti, tous les deux assassinés par l'ICE dans les rues de cette ville, désormais au centre de la révolte contre la politique criminelle de Trump. Celui-ci a dû, sous la pression de la rue, faire partir de la ville l'infâme Bovino, chef de l'ICE.

« ICE OUT ! »

Le 23 janvier, c'est une véritable journée de grève générale contre l'ICE qui avait été organisée à Minneapolis conjointement par les syndicats, les groupes religieux et les organisations communautaires. La population était appelée à « ne pas travailler, ne pas aller à l'école, ne pas faire les courses ». Il n'y avait pas eu de grève générale dans cette ville depuis 1934 et dans aucune autre ville des États-Unis depuis 1946 ! Entre 50 000 et 70 000 personnes ont alors manifesté par moins vingt degrés, sur une population de 500 000 habitants.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
Éditorial Nous sommes tous et toutes Renée Good et Alex Pretti	Chasse aux calots : l'AP-HP, pourtant condamnée en justice, persiste et signe	Conseil de la paix : le droit international, c'est le droit du plus fort !	Après les balles du régime, les travailleurs d'Iran désormais menacés par les bombes américaines	LA FRANÇAUFRIQUE : DÉCRÉPITE, MAIS TOUJOURS VORACE	Capgemini : - la chasse aux étrangers, un savoir-faire bien français - s'il faut donner son poste, allez donner le vôtre, Monsieur le Directeur	NAO SNCF : ça ne ruisselle toujours pas ! RATP : nouveau patron, même combat	Jo d'hiver, le sport capitaliste en pleine glissade <i>Livre • Exposition</i>		
La police, pour le maintien de l'ordre social bourgeois	Attaquer les chômeurs, c'est attaquer tous les travailleurs	Le torchon brûle-t-il entre Trump et la finance ?	Rojava : fin de l'autonomie et tentative d'intégration des forces kurdes dans l'appareil d'État syrien	Du colonialisme au néocolonialisme	Les travailleurs de Lisi Automotive en lutte contre la fermeture	Catastrophe ferroviaire d'Adamuz : la rentabilité contre la sécurité			
Même sans être au gouvernement, le PS attaque les travailleurs	Mélenchon : nostalgique du général de Gaulle ?	OMS : Trump fait des économies sur la vie des plus démunis	Gaza : le massacre continue	Les prédateurs sont toujours là	Fibre excellence : 300 licenciements brutaux	La colère des sans-trains et les trains de la colère	NPA JEUNES-R p. 16		
Halte à la fabrique de sans-papiers !	Laits infantiles contaminés : pour les industriels, les profits avant tout	La mobilisation contre ICE dans le Minnesota a déjà des répercussions aux États-Unis	En Ukraine les travailleurs crèvent pendant que les capitalistes partagent le butin	L'impérialisme français à la recherche de nouvelles proies	La Poste : à force de taper sur tout le monde, ils vont finir par nous pousser à réagir ensemble !	Rentrée 2026 : nouvelle saignée dans l'Éducation nationale	20 ans après le CPE, le Medef propose un CDI pour les jeunes pouvant être rompu sans motif		
	CAC 40 : ça ruisselle... dans les poches des actionnaires !			La France et les présidents africains : les copains d'abord	Grève à Biocoop Les Fêtes : une victoire des salariés		La colère monte chez les personnels de l'université Bordeaux Montaigne		
				Main-d'œuvre surexploitée en France : l'autre versant de la Françafrique	SNCF : « grévilla » à l'aiguillage et au service électrique	VIE DU PARTI p. 14	Les étudiants d'AgroParis-Tech en lutte		
				L'Afrique en mutation, sous le nez de ses prédateurs	Léman Express : en lutte pour les salaires et contre le sous-effectif	LE NPA-R EN CAMPAGNE :	Les CRS à nouveau déployés contre une occupation de sans-facs à Nanterre !		
						Bordeaux - Grenoble - Lormont - Cenon - Pessac - Caen Strasbourg	Mineurs isolés à la rue		

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Alex Pretti, infirmier dans un hôpital, était en grève quand il a été abattu : il participait alors à une action collective d'observation, d'alerte et d'interposition pacifique contre les rafles de l'ICE. Ce sont des milliers d'Américains qui s'organisent depuis des mois pour braver la violence d'État et offrir à leurs sœurs et à leurs frères de classe, pourchassés en raison de leur couleur de peau ou de leur nationalité, une solidarité concrète, allant de l'aide matérielle (nourriture, abri, aide à fuir les arrestations) à la confrontation physique avec l'ICE.

LE RACISME D'ÉTAT N'A PAS ÉTÉ INVENTÉ PAR TRUMP

Aux États-Unis, après des siècles d'esclavage puis de ségrégation, on peut toujours mourir très facilement sous des coups et des balles policières quand on est Afro-Américain. Un soulèvement de masse comme après l'assassinat de George Floyd en 2020 (déjà à Minneapolis), porté par le mouvement Black Lives Matter, avait alors montré que des millions d'Américains ne supportaient plus cela.

Aujourd'hui, c'est un vent de révolte qui se lève contre l'ICE, notamment responsable en 2025 de la mort de 32 personnes internées dans les prisons spéciales, de véritables camps de concentration, placées sous son commandement. Le témoignage récent du tennisman français Julien Pereira, ressorti amaigri de sept kilos de son internement d'un mois dans un de ces « centres », en a dévoilé un peu l'enfer quotidien.

L'ICE a été mise en place en 2003 par Bush. Ni Obama ni Biden ne l'ont remise en cause durant douze années de présidence démocrate cumulées. D'ailleurs, si en octobre 2025, l'administration Trump annonçait avoir expulsé plus de 400 000 personnes en « seulement » 250 jours, l'administration Obama en avait expulsé 2,5 millions en l'espace de huit ans. Le démocrate Biden avait déporté 270 000 « sans-papiers » lors de sa dernière année de mandat, ce qui constituait un record.

ICI AUSSI, LE RACISME D'ÉTAT TUE

Les images de l'exécution de Renée Good par l'ICE rappellent celles de l'assassinat de Nahel par un policier à Nanterre en 2023. El Hacem Diarra, jeune travailleur immigré de nationalité mauritanienne, est mort à Paris le 15 janvier d'un arrêt cardiaque dans les locaux du commissariat du 20^e arrondissement après une arrestation brutale par la police. La vidéo de son arrestation rappelle celle de George Floyd, mort étouffé sous le genou d'un policier. Ici aussi la police tue. Ici aussi, des sans-papiers sont raflés, conduits en centre de rétention et expulsés. Ce ne sont ni Bovino ni Trump qui mènent cette politique, mais Nuñez et Macron, sous les encouragements de Bardella et de Le Pen. Alors, nous aussi, organisons-nous et faisons bloc avant qu'il ne soit trop tard !

• 03/02/2026

La police, pour le maintien de l'ordre social bourgeois

Les 45 000 policiers et leurs soutiens, qui ont manifesté le samedi 1^{er} février dans une vingtaine de villes du pays, selon le chiffre donné par le principal syndicat initiateur Alliance, n'ont pas soulevé l'enthousiasme populaire. En tête des cortèges, les têtes de l'extrême droite et de la droite extrême : à Paris, Thierry Mariani (RN), Sarah Knafo (Reconquête de Zemmour) et l'eurodéputée Marion Maréchal ; à Nice, Christian Estrosi (Horizons) et Éric Ciotti (UDR/RN)... Campagne municipale oblige ! Depuis 2017 pourtant, Macron et ses ministres de l'Intérieur successifs ont déboursé pour la police : 12 500 emplois créés, des crédits multipliés par deux pour le matériel et les locaux, 19 000 véhicules achetés, et un budget 2026 en hausse. Rien à voir avec les budgets sociaux, eux en baisse !

UNE POLICE QUI NOUS PROTÉGERAIT ?

Des flics qui seraient « tous des héros » (« *All cops are heroes* »), comme le scandaient des manifestants ? Un slogan plutôt mal venu, dans le climat politique actuel où la police de Trump, l'ICE, qui rafle brutalement et tue à bout portant, soulève l'indignation et la solidarité, aux États-Unis comme ailleurs dans le monde. Ici aussi, la chasse au faciès et les basses œuvres anti-immigrés confiées aux flics font des blessés et des morts : dans la nuit du 14 au 15 janvier derniers, c'est un travailleur d'origine mauritanienne âgé de 35 ans, El Hacem Diarra, qui a trouvé la mort dans le commissariat du 20^e arrondissement de Paris. Une vidéo témoigne de son interpellation brutale et de son étranglement, confirmé par un médecin légiste. À deux reprises et de façon massive, une partie de la



« Une vidéo témoigne de l'interpellation brutale d'El Hacem Diarra et de son étranglement, confirmé par un médecin légiste. »

population du quartier s'est mobilisée aux côtés de la famille qui porte plainte pour « violences volontaires ».

TOUJOURS CONTRE NOS LUTTES

Certains commissariats sont peut-être vétustes, mais la fonction des « forces de sécurité intérieure » n'en est pas légitime pour autant. Le corps de la police et de la gendarmerie est destiné à maintenir un ordre social, à assurer la défense de la propriété privée et de l'exploitation. C'est pourquoi les travailleurs et des jeunes les trouvent contre eux dans leurs luttes, dans les manifestations, sur les piquets de grève où ils appliquent vite, pour peu qu'un patron les appelle !

MICHELLE VERDIER • 02/02/2026

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 50 • 4 FÉVRIER 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TEL. : 01 49 63 66 66

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS	20€	OU 25€	PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS	40€	OU 50€	PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN	20€
------	-----

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement

• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Même sans être au gouvernement, le PS attaque les travailleurs

La France a un budget, adopté par la grâce du 49-3 et du Parti socialiste (PS), voilà les marchés financiers rassurés.

POUR LE PS, LA CASSE SOCIALE EST UNE « VICTOIRE »

Victoire du PS, les cinquante euros de plus sur la prime d'activité ? Les patrons raffolent de ces « trappes à Smic » qui leur permettent de faire porter à la collectivité le coût des bas salaires. Victoire, les 500 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) supplémentaires dans l'Éducation ? Mais près

LE PACTOLE POUR LES FLICS, L'ARMÉE ET LES PATRONS

... Sauf les « services publics » de répression : la « sécurité » et la « défense ». Là on embauche, on passe des commandes. Tout un projet de société ! Pas d'austérité non plus pour les plus riches et les grosses entreprises. Ils pleurent la bouche pleine dans des médias complaisants (les leurs) mais ne sont pas du tout mis à contri-

« Seule la lutte collective, avec les armes des travailleurs, permettra de contrer l'offensive patronale, qu'elle soit macroniste, socialiste ou d'extrême droite. »

de 4 000 postes seront supprimés (voir la rubrique « Premières lignes ») ! Le repas à un euro pour les étudiants ? Mais la sélection sociale de plus en plus drastique empêche les enfants d'ouvriers d'accéder à l'université. Passons sur les coupes claires dans la santé (un détail), les transports (préférez la marche à pied ou le vélo), la culture (la quoi ?), l'aide sociale à l'enfance, etc. Aucun service public n'est épargné...

bution. La taxe Zucman, pourtant très modérée, a été écartée. Restent une taxe sur les plus hauts revenus créée l'an dernier et qui a été un fiasco total (comme feu l'ISF) et une « surtaxe » sur les grands groupes qui devrait rapporter (qui va vérifier ?) 6 milliards d'euros... à comparer aux 211 milliards de subventions et exonérations distribuées au patronat, renouvelés cette année !

ILS PROFITENT, MAIS C'EST NOUS QUI PRODUISONS TOUT !

La France insoumise (FI) hurle à la « trahison » du PS, qu'elle avait remis en selle en 2024 avec le Nouveau Front populaire (NFP). Mais on ne peut être trahi que par ceux en qui on a mis sa confiance. À peine le budget adopté, le ballet électoral reprend : le PS, souvent allié au premier tour des municipales avec les Verts et le Parti communiste, négocie déjà les fusions au second tour avec la FI. Ceux qui en ont ras-le-bol de la lutte des places de cette gauche institutionnelle pourront voter pour des révolutionnaires aux municipales, dont les listes du NPA-R qui porteront un message simple : seule la lutte collective, avec les armes des travailleurs, permettra de contrer l'offensive patronale, qu'elle soit macroniste, socialiste ou d'extrême droite.

RAPHAËL PRESTON • 02/02/2026

ATTAQUER LES CHÔMEURS, C'EST ATTAQUER TOUS LES TRAVAILLEURS

En 2021, le gouvernement lançait une nouvelle réforme de l'assurance-chômage. En 2023, rebelote. Ces réformes étaient dites de « contracyclicité ». Ce terme barbare signifie simplement que les conditions d'indemnisation seraient durcies quand l'économie va bien et assouplies quand la situation se dégrade. Car pour les bourgeois, et les politiciens et journalistes qui les servent, le chômage n'est pas dû au fonctionnement de l'économie capitaliste ni aux licenciements opérés par les patrons. Non, pour ces gens-là, les chômeurs seraient des profiteurs qui choisissent de se la couler douce aux frais du contribuable.

Le premier volet de la « contracyclicité » a bien été réalisé : profitant d'une conjoncture économique favorable, les attaques contre les chômeurs se sont succédé, avec notamment l'augmentation de la durée nécessaire de travail pour toucher des indemnités chômage, portée à six mois, et la réduction d'environ 25 % des allocations. Résultat : alors que seulement 70 % des allocataires sont déjà passés au nouveau régime, le nombre de chômeurs atteignant la fin de leurs droits sans possibilité de rechargement est passé de 43 000 à 71 000, soit une hausse de 65 %.

Mais aujourd'hui, l'activité économique ralentit, avec seulement 0,2 % de hausse du PIB au quatrième trimestre 2025. Le chômage a augmenté, d'après les chiffres officiels du ministère du Travail, de 6,8 % pendant l'année 2025, pour atteindre le chiffre de 3 350 000 sans-emplois. C'est sans compter les plans de licenciement en cours et programmés - début décembre, la CGT annonçait plus de 300 000 emplois sur la sellette. Les naïfs qui croiraient les mensonges de la propagande pourraient donc penser que le gouvernement va tenir ses engagements et appliquer des mesures « contracycliques » visant à soulager le sort des chômeurs. Mais bien sûr, c'est tout

le contraire : Lecornu, s'il vient d'abandonner provisoirement une nouvelle réforme de l'assurance-chômage prévue pour générer des milliards d'euros d'économies, presse les « partenaires sociaux », syndicats patronaux et de salariés, d'aller dans le même sens en « concertation ».

C'est donc une attaque d'envergure qui a déjà commencé et qui va se poursuivre. Si elle aboutit, elle se traduira nécessairement par des dizaines de milliers de personnes supplémentaires jetées à la rue ou contraintes de subsister grâce aux banques alimentaires. Quant aux travailleurs encore en activité, ils subiront de plein fouet la pression pour accepter n'importe quelles conditions de travail ou de salaire pour rester en poste.

À moins que grèves et manifestations ne renversent la table.

MICHEL GRANDY • 03/02/2026

HALTE À LA FABRIQUE DE SANS-PAPIERS !

Dans des entreprises, privées ou publiques, chez Suez, Stellantis, La Poste ou dans l'Éducation nationale, le nombre de collègues qui, du jour au lendemain, doivent quitter leur poste croît de façon inquiétante. Circulez, y'a plus rien à voir, même si vous avez travaillé là depuis un paquet d'années ! Pour la seule raison que votre titre de séjour n'a pas été renouvelé, et la seule raison que la plateforme Internet dite Anef (Administration numérique pour les étrangers en France) ne répond plus ! Installée en 2014, cette plateforme Internet est, depuis 2020, le passage obligé pour la demande mais aussi le renouvellement de papiers des étrangers en France. Les guichets en préfecture ont été fermés ! C'est donc tout seuls devant des écrans d'ordinateur muets que les étrangers qui vivent et travaillent en France se coltinent les bugs et autres défaillances de l'Anef... et se retrouvent en situation irrégulière.

Certes, les laissés-pour-compte de la plateforme ne reçoivent pas (ou pas tous) d'OQTF ou injonction à quitter le territoire, mais l'absence de renouvellement les fait basculer dans des situations dramatiques : perte de boulot, perte de droits sociaux et même perte de logement. Rares sont les patrons ou les propriétaires qui, dans le climat raciste ambiant distillé par le pouvoir comme par la droite et l'extrême droite, se montrent patients et cléments avec des salariés qui n'ont plus de papiers en règle, même si la faute en revient à l'incurie administrative. En réalité, on fait face à un choix politique de la bourgeoisie française et de ses politiciens racistes. La circulaire Retailleau, ex-ministre de l'Intérieur de Macron, datant du 24 janvier 2025, était une nette incitation aux préfets à « être plus stricts dans l'application des conditions de régularisation ». La machine infernale à fabriquer des sans-papiers s'emballait donc. Des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses sont touchés.

À ce jour, des associations et structures syndicales et politiques qui ont à cœur la défense des immigrés, tentent d'intervenir et d'épauler les victimes, dans des démarches qui restent essentiellement individuelles, appuyées par des avocats qui ne sont que rarement gratuits. Des institutions de la République française, comme le Défenseur des droits ou des tribunaux s'émouvent aussi. Sans réponse ! La mobilisation collective serait importante, sur les lieux de travail et plus largement, contre une politique qui vise à diviser les travailleurs.

MICHELLE VERDIER • 03/02/2026

Sur notre site, des détails sur les dédales de cette scandaleuse dématérialisation des demandes de titres de séjour.



Chasse aux calots : l'AP-HP, pourtant condamnée en justice, persiste et signe

Alors que, suite à un soutien massif, le tribunal administratif de Paris avait annulé la révocation de notre collègue infirmière pour « port du calot » et condamné la direction de l'AP-HP à la réintégrer, l'AP-HP persiste. Elle lui inflige une nouvelle sanction : huit mois d'exclusion. Une sanction inadmissible, qui la prive de salaire pendant huit mois, et profondément injuste. Une exclusion de plusieurs mois est une sanction réservée à des cas graves comme des erreurs médicales ou des violences. Rien de tel ici. Majdouline B. travaille dans cet hôpital depuis près de dix ans, sans reproche, pas même pour le port d'un calot.

Contrairement à ce que la direction de l'AP-HP répand dans la presse, il ne s'agit pas de l'application de la laïcité. L'AP-HP n'a d'ailleurs pas fondé ces sanctions sur les principes de laïcité ou de neutralité, ils ne figurent ni dans la décision de révocation ni dans l'arrêté de suspension ! Et pour cause, la direction sait qu'elle ne peut pas interdire le port de tout couvre-chef, a fortiori à usage médical. Elle l'a d'ailleurs reconnu en CSE en 2024. Elle se rabat donc sur un prétexte :

le non-respect des règles d'hygiène. Et pour quoi le port du calot, même « en continu », poserait-il plus de problème sanitaire que la blouse portée tout autant en continu ?

Un vulgaire prétexte. Car tout le monde n'est pas visé : la direction cible des femmes, en les présumant musulmanes, et s'arroge le droit de régenter ce qu'elles auraient dans et sur la tête alors même qu'il n'y a aucune manifestation religieuse. Or la loi prohibe les manifestations, pas les suppositions. Dès lors, sanctionner pour cette raison – faire pression, harceler ou humilier – relève de la discrimination. Et, au-delà du droit, comment justifier d'écarter des soignants alors que l'hôpital est exsangue et manque de bras ?

En réalité, cette nouvelle sanction vise à empêcher le retour de Majdouline au travail, pourtant ordonné par la justice. La direction aurait-elle peur de celles qui relèvent la tête ? Chercherait-elle à faire taire ceux qui dénoncent cette procédure arbitraire ? Des militants syndicaux sont désormais menacés par l'AP-HP pour avoir dénoncé cette « chasse aux calots »...

Face à la multiplication de ces



procédures et campagnes racistes, qui, sous couvert de laïcité, s'en prennent aux personnes supposées musulmanes, les résistances se multiplient, inspirées par le courage de Majdouline. Dans les hôpitaux, des centaines de cas remontent. À l'hôpital Tenon, un rassemblement de soutien aura lieu le 13 février pour une autre collègue. Hors de question de se laisser faire : un recours en justice est en préparation contre la suspension de Majdouline, et un rassemblement aura lieu pour l'audience.

CORRESPONDANTS • 03/02/2026

Mélenchon : nostalgique du général de Gaulle ?

Lors d'une conférence intitulée « La nouvelle donne internationale¹ », Jean-Luc Mélenchon a décrit ce que seraient la vision et l'action d'un « gouvernement insoumis ». Certaines dénonciations des aspects les plus brutaux de la situation internationale touchent juste, comme celle du génocide à Gaza ou celle des coups de force de l'impérialisme américain, en réponse à la concurrence de l'impérialisme chinois.

Mais que faire en face ? Jean-Luc Mélenchon explique que la « gauche radicale » doit défendre le droit international et les instances comme l'ONU. Pourtant la colonisation et les massacres en Palestine montrent, jour après jour, l'inutilité des centaines des résolutions de l'ONU face aux exactions d'un Netanyahu soutenu et armé par les grandes puissances occidentales². Dans un système régi par la compétition capitaliste et où la loi du plus fort est la norme, comment penser que le droit international puisse être un quelconque bouclier pour les peuples face aux impérialismes les plus puissants ?

Tout le reste du discours de Mélenchon est un acte de candidature à la tête de l'État français : grâce à lui, la France retrouverait « l'indépendance » et « la souveraineté ». Il faudrait se dégager de la tutelle américaine, nouer des alliances avec l'Inde et la Chine, et arrêter de blacklister la Russie. Une politique de « non-alignement » que Mélenchon n'hésite pas à inscrire, citation à l'appui, dans les pas de celle de de Gaulle qui vantait une Europe « de l'Atlantique à l'Oural ».

Mélenchon ne discute que de la place de la France, et donc de sa bourgeoisie, dans le monde... et n'hésite pas à souligner longuement les avantages procurés par l'étendue du territoire français dans le monde et la francophonie. Traduisons-le : il faut maintenir coûte que coûte ce qui reste de l'empire colonial français et de son influence partout dans le monde. Qu'en pensent les Kanak qui subissent la répression de l'État français ?

On est loin de toute idée de lutte des classes, d'internationalisme prolétarien, d'intérêts communs entre travailleurs au-delà des frontières... Qu'attendre d'autre d'un homme politique qui se disait il y a deux semaines « fan » de Dassault en admirant le « passage à la cadence de quatre avions Rafale par mois » ? Même de « gauche radicale », même « pacifiste », le souverainisme ne mène qu'à embrigader les travailleurs derrière « leur » bourgeoisie nationale.

BORIS LETO • 03/02/2026

LAITS INFANTILES CONTAMINÉS : POUR LES INDUSTRIELS, LES PROFITS AVANT TOUT

Alors que la liste des rappels de lots de lait premier âge s'allonge, des associations mettent en cause le caractère très tardif de l'alerte donnée aux familles par les industriels et par l'État.

Foodwatch et huit familles de bébés contaminés ont déposé plainte, le 29 janvier, contre les principaux fabricants de laits infantiles. En cause : la présence de toxine céréulide pouvant provoquer diarrhées et vomissements d'autant plus graves qu'il s'agit de très jeunes enfants. Nestlé reconnaît avoir été au courant de la présence de cette toxine dès la fin novembre dans une de ses usines aux Pays-Bas. Mais les autorités néerlandaises n'ont été informées par le groupe que le 9 décembre et les autorités européennes le 10, date des premiers rappels pour ces laits qui étaient commercialisés depuis des mois. C'est ensuite seulement début janvier que d'autres laits commercialisés par Nestlé et par d'autres marques ont été retirés du marché. Le 23 décembre puis le 9 janvier, à Angers et à Bordeaux, deux nourrissons hospitalisés après avoir consommé un de ces laits rappelés sont morts.

Toutes ces marques s'approvisionnaient auprès du même fournisseur chinois, Cabio Biotech, un des principaux producteurs mondiaux d'acide arachidonique, l'ingrédient contaminé. Leur responsabilité est pourtant de contrôler les aliments qu'elles mettent sur le marché. Et de fait, elles étaient au courant de la présence de cette toxine mais ont tenté d'étouffer l'affaire et de limiter au maximum son impact financier. Quant à l'État français, il s'est montré complice. Il a fallu attendre le 22 janvier pour voir un premier communiqué des autorités françaises déclarant : « À ce stade, il n'a pas

CAC 40

ÇA RUISSELLE... DANS LES POCHEDES ACTIONNAIRES !

Les entreprises du CAC 40 ont versé en 2025 quelque 107,6 milliards à leurs actionnaires, sous forme de dividendes ou de rachat d'actions. Le fameux « ruissellement » cher à Macron censé profiter à tous par l'investissement et la création d'emplois ?

Le journal patronal *Les Échos* indiquait le 13 janvier que les bénéfices nets de ces entreprises étaient, à 131,3 milliards, en baisse de 12,5 % par rapport à l'an dernier, alors que la rémunération des actionnaires est en hausse de 9,9 %. De toute façon, la rémunération des actionnaires représente 81,9 % des bénéfices, ce qui ne laisse pas grand-chose pour les investissements desdites entreprises sur fonds propres. Avec le pompon pour le champion du CAC 40, TotalEnergies, qui a distribué à ses actionnaires 14,5 milliards sur 15 milliards de bénéfices, soit 96,7 % !

J.-J. F. • 02/02/2026

1. Conférence disponible sur la chaîne YouTube de Jean-Luc Mélenchon, « La nouvelle donne internationale – Comprendre pour agir », 28 janvier 2026 (1 h 45).

2. On peut conseiller l'ouvrage récent *Rendre impossible un État palestinien : l'objectif d'Israël depuis sa création* de Monique Chemilier-Gendreau. Voir la chronique publiée le 20 mai 2025 sur notre site ➔



Conseil de la paix : le droit international, c'est le droit du plus fort !

Le Conseil de la paix, initialement annoncé par Trump pour superviser l'accord de paix à Gaza et la reconstruction du territoire, a été lancé en grande pompe par le président des États-Unis qui en a signé la « charte » lors du forum de Davos le 22 janvier dernier.

Initialement, ce conseil devait superviser l'application du plan de paix pour Gaza et la reconstruction du territoire. Mais, dans la charte signée à Davos, il n'est fait aucune mention de Gaza et ce conseil annonce clairement les intentions des États-Unis de redéfinir les relations internationales.

Ce conseil est présidé par Trump, nommé à vie et seul à posséder le droit de veto. Son comité exécutif est composé de personnalités désignées par Trump : outre le Bulgare Nikolai Mladenov, l'ex-Premier ministre britannique Tony Blair, devenu homme d'affaires, et le président de la Banque mondiale, Ajay Banga, on n'y trouve que des proches de Donald Trump, politiciens ou hommes d'affaires, ou les deux.

Pour l'instant en tout cas, à la tête des pays qui ont accepté de devenir membres fondateurs, il y a une belle brochette de dictateurs ou apprentis tels, comme l'Argentin Milei, le Hongrois Orbán, les dirigeants d'Arabie saoudite, du Kazakhstan, d'Égypte et l'on en passe. Bien des pays ont choisi d'attendre, dont la

Chine et la Russie et, pour l'instant, seuls seize pays ont refusé de rejoindre le conseil, pour l'essentiel des pays de l'Union européenne, dont la France, le Royaume-Uni et la Norvège. Leurs raisons : un tel conseil ferait de l'ombre à l'ONU.

De fait, Trump n'y est pas allé par quatre chemins : à un journaliste demandant, lors d'une conférence de presse, si le conseil était destiné à remplacer l'ONU, Trump a répondu : « C'est possible », poursuivant en dénonçant l'inaction de l'ONU, malgré son « énorme potentiel ».

Depuis un an que Trump donne des coups de pieds dans la fourmilière de la diplomatie mondiale, tous ceux qu'il malmène, à commencer par les dirigeants européens, reprochent à Trump de bafouer le droit international... Entendez par là qu'il ne leur demande pas leur avis et les traite en vassaux...

Mais, si Trump a fait enlever le dirigeant vénézuélien Maduro, les services secrets français ne se sont jamais privés d'intervenir dans leur « chasse gardée » africaine : on peut

remonter à 1979 et aux opérations Caban et Barracuda par lesquelles le président d'alors, Giscard d'Estaing, avait remplacé Bokassa par David Dacko en Centrafrique ; mais c'est en octobre dernier que l'armée de l'air française a exfiltré l'ex-président malgache Andry Rajoelina en pleine mobilisation populaire contre ce dernier. Le « droit international » que les Macron et compagnie ont sans cesse à la bouche ne les étouffe pas particulièrement quand c'est eux qui sont à la manœuvre !

Quant à l'ONU, on a pu voir l'efficacité de ses troupes « d'interposition » positionnées au Sud-Liban et qui se sont terrées pendant l'offensive israélienne contre le Hezbollah libanais. Ou encore les innombrables résolutions contre les agressions israéliennes contre les Palestiniens, jamais suivies d'effet : le « droit international » que l'organisation est supposée régir est à géométrie variable !

Difficile de savoir quel sera l'avenir de ce Conseil de la paix, mais il est bien

à l'image de la nouvelle politique de l'impérialisme américain : avec la quasi-totalité des postes de commandes et l'unique droit de veto pour les seuls États-Unis, le « droit international » deviendrait ouvertement et crument ce qu'il est déjà : le droit du plus fort..

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 03/02/2026



Le torchon brûle-t-il entre Trump et la finance ?

Après avoir menacé l'Europe de droits de douane supplémentaires jusqu'à cession du Groenland, puis affirmé qu'il ne reculerait jamais, Trump s'est livré à un nouveau revirement dont il a le talent.

Officiellement, il aurait trouvé un accord satisfaisant avec l'Otan ; les dirigeants européens, eux, mettent cela sur le compte des quelques soldats qu'ils ont dépêchés sur place. La réalité est sans doute plutôt du côté de la finance américaine : une chute de 2,1 % de l'indice boursier américain S&P 500¹ en une seule journée, ce qui a fait mauvais effet alors que Trump était entouré de tous les grands patrons et financiers de la planète à Davos.

Plus exceptionnel, les bons du trésor américains ont connu une chute simultanée, alors même qu'ils servent habituellement de refuge lorsque la bourse fait des siennes. La veille, deux fonds danois ont en effet mis en vente leurs titres de dette américaine - l'un, AkademikerPension, en détenait à lui seul pour 100 milliards de dollars ! Que la dette américaine serve de monnaie de chantage, il n'en

fallait pas plus pour que Trump tonitruise... et recule ! Les dirigeants des fonds danois n'avaient revendiqué aucun « patriotisme », avaient surtout anticipé d'éventuelles sanctions américaines contre le secteur financier danois.

La dette américaine est ainsi apparue comme une arme contre les menaces de Trump. Il est vrai que les États-Unis dépendent de plus en plus du reste du monde pour financer leur dette : 30 % est aujourd'hui détenue par des investisseurs étrangers, dont 9,5 % par des Européens. Les dirigeants européens ont annoncé qu'ils envisagent d'utiliser ce moyen de pression. Seul hic, une mise en vente massive risquerait fort de faire s'écrouler les cours... et donc d'entraîner de lourdes pertes pour les détenteurs actuels. Une arme à double tranchant !

La bourse américaine avait perdu 19 % en février après l'annonce des « tarifs réci-proques », obligeant Trump à annoncer une

pause. La bourse suffit-elle donc à le « raisonner » ? S'il est vrai qu'en bon dirigeant du monde capitaliste, il se doit de servir les intérêts de la finance et garde donc un œil sur les aléas boursiers, la bourse s'habitue aux menaces... comme aux revirements. Le dicton « *Trump always chickens out* » (« *Trump se dégonfle toujours* »), abrégé en TACO, a été inventé par un chroniqueur du *Financial Times*, conseillant au contraire d'acheter des actions quand Trump menace et que les cours baissent, pour revendre avec une plus-value quand les cours remontent après la reculade.

Au-delà des accrocs quand Trump semble aller trop loin au risque d'une rupture avec ses alliés historiques, la bourse poursuit son ascension : elle a augmenté de 16 % en un an de Trump au pouvoir. Preuve que la finance s'en satisfait très bien. D'autant que, si Trump recule, il en reste toujours quelque chose. Ses menaces du printemps lui ont permis d'imposer de nouveaux accords commerciaux, à la fois plus favorables aux États-Unis, et défavorables à la Chine (les accords imposant aux pays concernés de réduire leurs échanges avec le concurrent le plus menaçant pour la

toute-puissance américaine). Les menaces sur le Groenland permettront sans doute d'accéder plus facilement au territoire pour de nouvelles bases ou pour l'exploitation du sous-sol riche en minerais.

Les seuls à pouvoir réellement mettre fin aux velléités impérialistes d'un Trump sont donc surtout ceux qui ont déjà commencé à se battre contre sa politique anti-migrants à Minneapolis et ailleurs, seuls alliés des travailleurs européens, non seulement contre Trump, mais aussi contre les dirigeants européens qui font les mêmes rêves que Trump, sans en avoir les mêmes moyens.

MAURICE SPIRZ • 02/02/2026

1. Indice boursier géré par Standard & Poor's basé sur 500 grandes entreprises cotées aux États-Unis.

LA MOBILISATION CONTRE ICE DANS LE MINNESOTA A DÉJÀ DES RÉPERCUSSIONS AUX ÉTATS-UNIS

La mobilisation massive du vendredi 23 janvier dernier dans le Minnesota, avec une manif de plusieurs dizaines de milliers de personnes à Minneapolis, a eu deux effets visibles sur la scène politique américaine : elle a montré qu'il était possible et légitime de s'opposer à ICE aux yeux d'une partie significative de la population. Et elle a obligé Trump à opérer un recul partiel. L'administration américaine a dû en effet écarter le principal dirigeant des opérations menées par ICE dans la région, le sinistre Gregory Bovino.

Une brèche s'est donc ouverte pour la mobilisation, dans laquelle une partie de la jeunesse s'est engouffrée : un appel a été lancé par une association d'étudiants somaliens du Minnesota à étendre la mobilisation dans toutes les villes des États-Unis le vendredi 30 janvier. L'appel a été repris sur les réseaux sociaux et a été relayé par plusieurs organisations liées au mouvement ouvrier et révolutionnaire. Sans que le succès soit au même niveau que dans le Minnesota une semaine auparavant.

Des manifestations ont cependant été recensées dans 300 villes à travers le pays. D'ampleur diverses, à forte majorité de lycéens et étudiants, ces manifestations ont pu compter jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de participants comme à San Francisco. Les assassinats de Renée Good et Alex Pretti, ainsi que la réponse massive de la population du Minnesota, semblent ainsi favoriser une prise de conscience dans une frange de la population, dans la jeunesse... mais pas seulement : les nombreuses déclarations anti-ICE d'artistes et humoristes lors de la très médiatique cérémonie des Grammy Awards en témoignent. Dans les réseaux militants, la question de comment étendre la mobilisation – et même la grève – au-delà du Minnesota est posée.

ED MCBEYNE • 03/02/2026

Gaza : le massacre continue

Alors qu'elle contestait les chiffres du Hamas depuis le début de sa guerre contre Gaza, l'armée israélienne elle-même avance désormais le chiffre de plus de 71 000 victimes directes dans le territoire palestinien, non compris les dizaines de milliers de morts enfouis sous les décombres et les décès causés par la famine, l'absence de médicaments ou de matériel médical. Selon des experts internationaux, le nombre total des victimes, toutes causes confondues, pourrait avoisiner les 200 000.

Le samedi 31 janvier a été particulièrement meurtrier. L'armée a bombardé les villes de Gaza, Khan Yunes et Rafah, tuant au moins 32 personnes (dont six enfants) et en blessant plusieurs dizaines d'autres. Depuis l'entrée en vigueur du bien mal nommé « cessez-le-feu » le 10 octobre dernier, plus de 500 Palestiniens, dont une majorité écrasante de civils et 136 enfants, ont été assassinés par Israël.



OMS : Trump fait des économies sur la vie des plus démunis

L'administration américaine s'est officiellement retirée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la privant de milliards de dollars. Les classes populaires sont les plus touchées par cette décision basement nationaliste.

CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE EN SOMALIE

Dès janvier 2025, Trump avait signé un décret pour que les États-Unis se retirent de l'OMS, amputant au passage le financement annuel de l'agence de plus d'un milliard de dollars. Il fallait attendre un an avant que l'annonce ne rentre en application, c'est chose faite depuis le 22 janvier dernier. Cette décision a déjà entraîné un vaste plan social au sein de l'OMS qui a réduit son budget de 30 % et licencié 1 241 employés sur 9 500 en 2025.

Le gouvernement américain a justifié cette décision par le fait que les États-Unis pourraient utiliser cet argent de meilleure manière et que la Chine ne contribuait pas suffisamment au budget de l'OMS. En réalité, l'administration Trump n'a jamais accepté que l'OMS la pousse à mettre en place des restrictions sanitaires lors de la pandémie de Covid-19 en 2020.

Comme à chaque fois, le président américain punit ceux qui ne vont pas dans son sens, au mépris de la vie des classes populaires.

LES MALADIES NE CONNAISSENT PAS LES FRONTIÈRES

Car, parmi les programmes les plus affectés par le retrait américain, on trouve l'éradication de la poliomyélite, le maintien des services de santé et de nutrition et la vaccination, principalement en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est. Une double peine pour des régions déjà ravagées par la prédation économique impérialiste et les guerres qu'elle entraîne.

Pourtant, s'il est une leçon à retenir de la dernière pandémie, c'est que les virus se moquent bien des barrières douanières ! Les classes populaires seront les premières victimes de ces décisions stupides. Seuls des programmes de prévention et de guérison planifiés à l'échelle mondiale seraient véritablement efficaces pour protéger l'ensemble de l'humanité des maladies. Mais Trump n'en a cure, seul le profit l'intéresse.

SIMON COSTES • 03/02/2026

En Australie aussi, la bourgeoisie cherche à bâillonner les soutiens du peuple palestinien

Alors que le gouvernement français cherche à faire adopter la loi Yadan au Parlement afin de criminaliser la contestation d'Israël, les classes dirigeantes australiennes viennent d'adopter un ensemble législatif extrêmement répressif contre les soutiens à la Palestine.

Les attentats antisémites meurtriers de Bondi ont servi de prétexte à cette campagne répressive. Ainsi, le gouvernement travailliste de Nouvelles-Galles du Sud (Sydney), véritable chien de garde contre le mouvement palestinien depuis plus de deux ans, a annoncé une série de nouvelles lois qui donnent à la police des pouvoirs extraordinaires pour mettre fin aux manifestations de rue et s'apprête à rendre illégale l'expression « mondialiser l'Intifada » (soit « mondialiser la révolte/révolution »).

À l'échelle fédérale, le 21 janvier, un ensemble de textes sur les « discours haineux » a été adopté par le Parlement, qui confère des pouvoirs dictatoriaux à seulement trois personnes – deux ministres du gouvernement et le chef de l'agence de renseignement australienne Asio – pour interdire les « groupes haineux », sans aucune procédure judiciaire. Le gouvernement prétend viser les organisations nazies et islamistes marginales, mais les pouvoirs que confèrent ces lois pourraient bien être utilisés à l'avenir contre les militants palestiniens ou la gauche, alors que le gouvernement s'efforce de redéfinir la critique

d'Israël comme de la « haine antisémite ».

La bourgeoisie, en Australie comme dans le reste des métropoles impérialiste, n'apprécie pas que des centaines de milliers de personnes se soient mobilisées au cours des deux dernières années pour s'opposer au génocide – et sa seule réponse est le renforcement de ses arsenaux juridiques de répression. Mais cela n'arrêtera pas le mouvement de solidarité contre le génocide et l'impérialisme.

STEFAN INO • 03/02/2026



« À bas la loi Yadan : l'antisémitisme est une infamie, l'antisionisme un devoir » →

← Vous pouvez retrouver l'interview complète de Josh Lee, membre de l'organisation trotskiste Socialist Alternative et également membre du collectif Palestine Action à Sydney sur notre site



Ainsi que notre article

Rojava : fin de l'autonomie et tentative d'intégration des forces kurdes dans l'appareil d'État syrien

Après plusieurs semaines d'offensive contre les forces autonomistes kurdes, un accord a été signé entre al-Charaa, djihadiste du groupe HTC devenu président de la Syrie, et Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS, qui regroupaient des milices kurdes et arabes). Celui-ci consacre « l'intégration » des forces militaires kurdes au sein de l'appareil d'État issu de la chute de Bachar el-Assad mais surtout l'entrée de l'administration et des troupes d'HTC dans les principales villes kurdes. Un accord obtenu sous la contrainte (Hassaké et Kobané assiégées sans eau ni électricité) qui met fin aux rêves d'autonomie kurdes du PYD, organisation politique liée au Parti des travailleurs kurdes de Turquie (PKK).

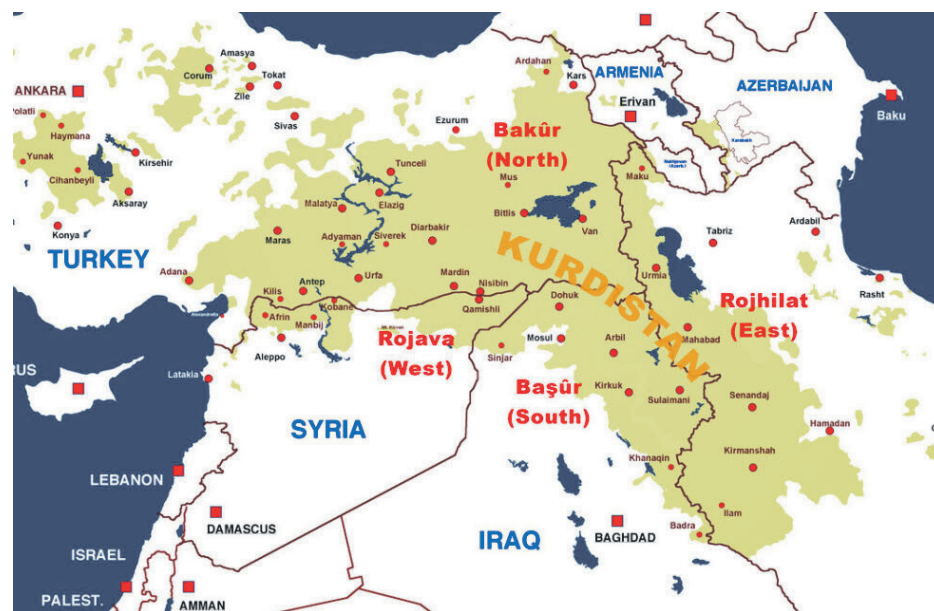
« L'Administration autonome du nord-est syrien est [...] devenue superflue pour les impérialistes, et al-Charaa a reçu le feu vert de Trump pour dissoudre par la force l'autonomie kurde »

L'Administration autonome du nord-est syrien (AANES, aussi appelée Rojava) est née au cœur de la guerre civile syrienne ayant succédé aux Printemps arabes de 2011. Affaibli, le régime de Bachar el-Assad avait alors négocié son retrait des territoires kurdes avec le PYD, afin de mieux concentrer ses forces contre l'opposition. Alors que la guerre civile

s'approfondissait, les forces kurdes – soutenues par les puissances impérialistes – ont occupé des territoires à majorité arabe dans leur lutte contre l'État islamique.

POUR LES IMPÉRIALISTES, C'EST « MISSION TERMINÉE » POUR LES KURDES

La chute de Bachar el-Assad et la prise du pouvoir à Damas par le HTC d'al-Charaa en 2024 a rebattu les cartes : l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie soutiennent directement al-Charaa et les États-Unis (et ses alliés occidentaux dont la France et Israël) ont vu en lui un meilleur atout dans la région que des partis nationalistes kurdes qui se réclament du socialisme et ne leur sont pas directement soumis. L'AANES est donc devenue superflue



pour les impérialistes, et al-Charaa a reçu le feu vert de Trump pour dissoudre par la force l'autonomie kurde établie depuis plus de dix ans.

Quelles seront les conséquences pour les populations kurdes en Syrie et en Turquie ? Mazloum Abdi a réussi à négocier auprès de Damas le maintien de 20 000 de ses soldats dans les villes kurdes, mais sous commandement HTC. L'accord prévoit également la nomination d'un gouverneur régional, ainsi que quelques garanties administratives pour les Kurdes. Mais ce n'est pas la première fois qu'un accord est signé, avant d'être déchiré. D'autant plus qu'al-Charaa et ses partisans – qui ont déjà massacré d'autres minorités principalement parmi les Alaouites et Druzes – défendent l'établissement d'un régime dic-

tatorial, et disposent désormais de troupes dans les centres urbains kurdes. Quant au PKK en Turquie, il est désormais privé de sa base arrière en Syrie, alors qu'il est englué dans un « processus de paix » avec le gouvernement turc d'Erdoğan qui ne lui a fait aucune concession en échange de sa démilitarisation.

Une preuve de plus, s'il en fallait, que l'émancipation des peuples opprimés ne pourra jamais être négociée avec des puissances régionales ou impérialistes : seule la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et des travailleuses, par de-là les frontières peut en finir avec cet ordre régional inique.

STEFAN INO • 03/02/2026

En Ukraine les travailleurs crèvent pendant que les capitalistes partagent le butin

Bientôt quatre ans de guerre et déjà la troisième conférence pour la reconstruction de l'Ukraine, où le gratin du patronat vient négocier par avance de juteux contrats. Les richesses des sous-sols sont déjà réparties : la moitié des profits iront aux États-Unis. Les armes fournies par les Européens et les Américains ont creusé une dette abyssale qui transformera ce qui restera de l'Ukraine en semi-colonie économique.

Les États-Unis associent le régime de Poutine à ce partage en lui garantissant d'abord un territoire disputé, le Donbass, mais aussi une participation au marché de l'énergie ukrainien. D'après *Le Monde diplomatique*, les discussions ont déjà repris en coulisse entre Trump et Poutine pour rebrancher les gazoducs comme Nord Stream !

Pendant les négociations entre charognards impérialistes, la guerre continue, avec des centaines de morts dans les tranchées pour chaque mètre gagné ou perdu sur le front. L'armée russe, qui vient de bombarder une maternité à Marioupol, a systématiquement ciblé les infrastructures énergétiques. Alors qu'il fait -30 °C à Kiev, le chauffage ne fonctionne quasiment plus et le métro a été interrompu. Même à Lviv, dans l'extrême-ouest du pays, les cités populaires ne sont plus chauffées.

RAPHAËL PRESTON • 03/02/2026

APRÈS LES BALLES DU RÉGIME, LES TRAVAILLEURS D'IRAN DÉSORMAIS MENACÉS PAR LES BOMBES AMÉRICAINES

Alors que les communications se rétablissent avec l'Iran, le monde entier prend conscience de l'ampleur de la répression organisée par la République islamique, qui a massacré au moins 12 000 personnes (jusqu'à 30 000) entre le 7 et 8 janvier. Désormais, c'est une menace d'intervention militaire américaine qui plane sur la population meurtrie, alors que Trump montre les muscles pour obtenir des concessions du régime iranien affaibli.

UNE RÉPRESSION QUI N'ENTERRE PAS LA CRISE DU RÉGIME

Sur fond de crise économique, cela fait plusieurs années que l'Iran vit une montée en puissance des luttes ouvrières et populaires (2019 contre le coût de la vie, 2022 pour les droits des femmes), qui favorise l'émergence de centaines de militants ouvriers clandestins. Depuis la « guerre des douze jours » en juin dernier, plus de 70 grèves et rassemblements ont éclaté contre l'inflation, la pollution ou les pénuries d'eau et d'électricité.

En janvier, la mobilisation contre la vie chère s'est étendue aux classes populaires, avec des centaines de milliers de manifestants dans plus de 240 villes. L'absence d'un pôle ouvrier constitué a permis aux monarchistes d'influencer plus largement le mouvement que les années précédentes. Le régime a choisi la répression pour se maintenir, coupant Internet et envoyant ses militaires et forces de sécurité tirer à la mitrailleuse lourde sur la population, persécutant celles et ceux qui trouvaient refuge dans les hôpitaux.

LA MENACE D'UNE INTERVENTION AMÉRICAINE

Les États-Unis et Israël ont appuyé en paroles la contestation, mais ont patiemment attendu que le régime écrase la mobilisation populaire, laissant le fils du chah comme seule prétendue perspective politique au mouvement. Car « l'aide » promise par Trump aux manifestants n'est jamais venue et ne viendra jamais. L'impérialisme américain aimerait bien faire partir Khamenei et remodeler l'appareil d'État iranien pour en faire un régime soumis, mais pas question pour lui de soutenir une potentielle révolution.

Maintenant que les manifestations ont été écrasées, Trump, qui a amassé toute une armada en mer Rouge, menace le régime iranien, afin d'obtenir des concessions sur le nucléaire ou sur le soutien à des groupes déstabilisant l'ordre impérialiste (Hezbollah, milices chiites en Irak, Houthis...). Quant à l'Europe, elle vient de placer *in extremis* les Gardiens de la révolution (la milice sanguinaire du régime qui contrôle un tiers de l'économie du pays) sur la liste des organisations terroristes : une manière de donner son feu vert à une éventuelle intervention militaire américaine.

Le régime iranien semble prêt à négocier : le président Pezechkian vient de « l'ordonner » à ses diplomates. Il en a besoin, alors que la crise économique – et avec elle, les germes de la contestation sociale – continue de s'approfondir. Mais, si des négociations entre l'Iran et les États-Unis sont prévues pour vendredi 6 février à Istanbul, rien n'exclut que les pressions pour obtenir des concessions se fassent aussi à coup de bombardements américains, comme ceux de juin dernier, et de nouvelles victimes dans la population iranienne.

STEFAN INO • 03/02/2026

Dossier

LA FRANÇAFARIQUE : décrépète mais toujours vorace

→ De retour du sommet des riches de la planète, à Davos dans les neiges suisses, Félix Tschisekedi, président de la république démocratique du Congo (RDC) et Emmanuel Macron, tous deux équipés de lunettes teintées, se sont retrouvés à Paris vendredi 23 janvier. Ancienne colonie belge, la RDC sort du cadre habituel des relations commerciales France-Afrique. Mais cette visite est un peu le symbole du rebattage des cartes entre puissances impérialistes en Afrique aujourd'hui.

plumes. Il était temps ! Parce que les populations en ont assez du maintien postcolonial de la mainmise des Bouygues, Bolloré, Total, EDF, Veolia, Auchan, CMA CGM, et on en passe, sur les richesses de leur pays. Mais aussi parce que les besoins des nouvelles technologies en minerais rares que l'on trouve en abondance dans le sous-sol africain ont accru la course des prédateurs.

Bousculé au Mali, privé de l'uranium du Niger, le petit Macron et les hommes d'affaires français qu'il représente voudraient bien avoir leur mot à dire, et leur part du gâteau ailleurs, dont cette région du Congo et des grands lacs si riche en ressources minières et où, pour l'instant, Trump s'est érigé en arbitre. Macron espère y avoir quelques atouts lui aussi : de bonnes relations avec le Rwanda, où pourtant, jadis, sous le règne de Mitterrand, la France a eu sa part de responsabilité dans le génocide des Tutsis. Mais il est vrai que Macron s'en est excusé pour que vogue le commerce...

L'impérialisme français y a perdu bien des



Du colonialisme au néocolonialisme

En septembre 2022, suite au départ forcé de l'armée française du Mali, Macron rappelait dans sa conférence aux ambassadeurs français que la France avait « l'Afrique au cœur », bâtissait de « nouveaux partenariats », notamment « avec le Rwanda » et invitait à « combattre les narratifs mensongers » russes, chinois et turcs accusant la France de néocolonialisme et à « défendre la réalité de notre action » en Afrique.

« PARTIR POUR MIEUX RESTER »

Si, face à la montée des mouvements nationaux après la Se-

Pas besoin de propagande russe ou chinoise pour savoir que le drapeau français est bien celui du crime et de l'oppression !

conde Guerre mondiale, la majorité de la bourgeoisie française a été contrainte de démanteler son empire colonial, il s'agissait, selon une formule prêtée à François Mitterrand, de « partir pour mieux rester ».

Rester avec des dirigeants complaisants, souvent formés en France, qui ont accepté le maintien d'une économie coloniale, avec pour monnaie le franc CFA, des emprunts et une dette infinie

auprès de banques françaises, des économies d'exportation de produits agricoles et de matières premières, et des marchés exclusifs pour les multinationales françaises... Rester, aussi, avec des administrations coloniales, rebaptisées « coopération » et des bases militaires permanentes.

Il a parfois fallu à la France imposer par la force une « décolonisation » à son goût, sous la coupe de dirigeants choisis par elle, comme au Cameroun entre 1955 et 1971, avec une guerre coloniale, après avoir assassiné le dirigeant syndicaliste Ruben Um yobé puis son successeur à la tête de l'Union des populations du Cameroun (UPC), Félix Moumié, et placé au pouvoir son allié Ahmadou Ahidjo, au prix de dizaines de milliers de morts.

Au Tchad, elle a mené, de 1969 à 2022, pas moins de cinq « opérations » pour soutenir les gouvernements successifs, notamment celui d'Idriss Déby à partir de 1990, puis de son fils. De 2013 à 2022, les bavures de l'opération Barkhane, menée contre les groupes « djihadistes » dans tout le Sahel, ont soulevé la haine des populations et conduit à la chute des régimes qu'elle était censée soutenir. Quant aux dirigeants qui ont voulu se passer de la France, ils l'ont payé cher, à l'image du de Sylvanus Olympio, président du Togo assassiné en 1963, ou de Thomas Sankara au Burkina Faso, assassiné en 1987 avec, au moins, la complicité de Mitterrand.

Pas besoin de propagande russe ou chinoise pour savoir que le drapeau français est bien celui du crime et de l'oppression !

J.-B. PELÉ • 03/02/2026

Les prédateurs sont toujours là

Entre 1970 et aujourd'hui, la part de marché française en Afrique subsaharienne est passée de 15 à 3 % des importations africaines. En sens inverse, les importations françaises venant d'Afrique subsaharienne ne constituent plus que 2 % des productions de cette région, six fois moins que dans les années 1960. Même en ce qui concerne les ex-colonies françaises, fiefs privilégiés des entreprises hexagonales, le recul est spectaculaire : leur part de marché sont passées de 60 % à 10 % et les exportations de ces pays vers la France ont été divisées par 10. Si la Chine se taille une part de plus en plus importante du marché, l'Inde est devenue le principal fournisseur de produits pharmaceutiques en Afrique, et les principaux concurrents de la France sont les pays du Golfe pour les produits pétroliers raffinés, la Russie et l'Ukraine pour les céréales.

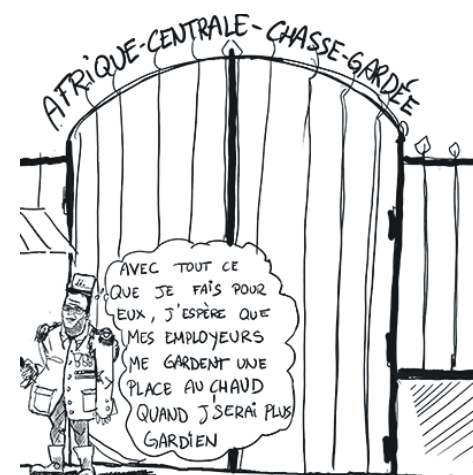
UN MAINTIEN DE LA DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Ces reculs ne s'expliquent pas seulement par une concurrence exacerbée pour les richesses minières ou agricoles africaines, mais aussi par les restructurations industrielles sur le territoire français, réduisant les besoins d'importations. Mais la balance commerciale entre la France et l'Afrique reste très largement en faveur de la première. Un déséquilibre d'autant plus prononcé que les recettes d'une partie des exportations de l'Afrique vers la France tombent dans les poches des compagnies françaises qui y sont installées.

Car ces entreprises restent très présentes dans les anciennes colonies : en 2021, on comptait 2 421 filiales de sociétés françaises implantées en Afrique subsaharienne, générant 41,2 milliards d'euros de chiffres d'affaires net.

Si l'empire néocolonial français est aujourd'hui contesté et malmené, l'impérialisme français continue donc de se tailler de véritables empires dans l'économie africaine. Il reste l'un des plus puissants sur le continent africain. Ce n'est pas par hasard que, dans les mobilisations populaires, les slogans contre les entreprises françaises restent largement dominants.

AURÉLIEN PÉRENNA • 03/02/2026



L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS À LA RECHERCHE DE NOUVELLES PROIES

« Trop de nos groupes se sont désinvestis du continent africain », déplorait Macron le 8 janvier dernier dans sa conférence aux ambassadeurs. Les puissances impérialistes montantes, en premier lieu la Chine, qui représente 20 % des parts de marché du continent, mènent en effet la vie dure à l'impérialisme français. Les États-Unis, qui s'étaient jusque-là assez peu investis en Afrique, y ont désormais des bases et un commandement militaire. Les revers de la France, les bavures de son armée lui ont valu de perdre le contrôle sur des gouvernements « amis » au Mali, au Niger et au Burkina Faso, cédant la place aux militaires russes et aux hommes d'affaires qui vont avec... Et voilà qu'Orano, spécialiste des combustibles nucléaires, s'est fait souffler l'exploitation de l'uranium du Niger.

Mais les capitalistes français ont encore de beaux restes en Afrique. À commencer par Total et son nouveau projet pétrolier offshore au Nigeria. Le même Total a lancé un grand projet d'exploitation gazière au Mozambique, ancienne colonie portugaise, et fait garder ses installations par des troupes venues du Rwanda. La Société générale et le Crédit agricole sont également de la partie.

Les rapaces sont là, mais les travailleurs peuvent aussi montrer les dents. La résistance acharnée des salariés et de la population du Mozambique aux exactions de Total a considérablement ralenti son implantation sur place. L'entreprise française y est poursuivie en justice par une ONG pour « complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées » : la construction du site a impliqué l'expulsion de milliers de Mozambicains, contraints de quitter leur terres, et a détruit les ressources de la pêche.

Au Sénégal, petits commerçants et consommateurs se sont unis au sein du mouvement « Auchan, dégage ! », contre l'emprise croissante du groupe dans le pays. Fin janvier 2025, les syndicats des travailleurs du Gabon ont déposé un préavis de grève contre la précarité des emplois et les licenciements dans l'industrie pétrolière (50 % des recettes du pays et 60 % de ses exportations) où Total a sa part.

ROBIN KLIMT • 03/02/2026



La France et les présidents africains : les copains d'abord

Quelques portraits de dictateurs fidèles

• EN CÔTE D'IVOIRE, LES BONS ET LOYAUX SERVICES DE OUATTARA

Juillet 2025 : « déjeuner de travail » à l'Élysée entre Alassane Ouattara et Macron.

Octobre 2025 : Ouattara rempile pour un quatrième mandat présidentiel. Quel rapport ? Aucun, bien sûr ! Surtout pas les mille entreprises françaises, à qui le gouvernement ivoirien déroule le tapis rouge. Surtout pas le chantier du métro d'Abidjan, attribué à un trio français (Alstom, Bouygues, Keolis). Surtout pas les liens entre les familles Bouygues et Bolloré d'une part et l'élite ivoirienne de l'autre, lors de dîners de gala organisés par Dominique Ouattara, la femme dudit président. Et enfin, surtout pas l'installation au pouvoir de Ouattara en 2011, grâce aux bombardements des hélicoptères français, histoire de calmer l'agitation sociale de l'époque.

• AU CAMEROUN, BIYA PILIER DE L'ORDRE

Le Cameroun n'a connu que deux présidents depuis son indépendance, obtenue en 1960, après l'écrasement sanglant d'une révolte populaire par la France en 1955 et l'achèvement de cette guerre coloniale cachée en 1960, avec l'aide de l'armée camerounaise. Depuis 1982, et pour la huitième fois, c'est Paul Biya qui as-

sume ces fonctions. Du moins, les six mois de l'année où il n'est pas dans son hôtel particulier en Suisse. Tout cela sous le regard bienveillant de la France, Macron mettant récemment en scène une « réconciliation mémorielle » pour faire oublier les morts de 1955 et 1960... et ceux des dernières manifestations de 2025, lors de la dernière mascarade électorale.

• AU TCHAD, LES DÉBY, DE PÈRE EN FILS

Avril 2021 : Macron est présent aux funérailles d'Idriss Déby père, mort après 30 ans de maintien au pouvoir, notamment grâce à l'intervention en 2019 des avions de chasse français Mirage.

Janvier 2026 : Idriss Déby fils vient d'être reçu à l'Élysée, pour restaurer des liens de « respect mutuel ». Il faut dire qu'entre-temps, l'armée française s'est fait virer du pays, dans la foulée du chaos régional entraîné par l'opération Barkhane... Un sénateur français s'émouvait à l'époque : « Par maladresse peut-être, par manque de communication assurément, nous ne parvenons pas à convaincre ou tout simplement à rassurer les populations locales sur nos louables intentions. » La France, cet impérialisme incompris...

VLADIMIR AKALI • 03/02/2026

Main-d'œuvre surexploitée en France : l'autre versant de la Françafrique

En France, 12 % des actifs sont des étrangers, dont plus de la moitié, 3,5 millions, viennent d'Afrique. On estime aussi à près d'un demi-million le nombre de travailleurs sans papiers. Ces migrants font tourner la société, occupant les emplois les plus difficiles, sous-qualifiés et mal payés.

L'extrême droite diffuse sa démagogie raciste sur le « grand remplacement » par des migrants qui voleraient notre travail. Mais c'est bien le vol, par la France, des ressources de ses anciennes colonies qui condamne une population jeune de plus en plus nombreuse à émigrer.

Les patrons profitent du fait que les travailleurs migrants sont sans droits, sans papiers. Comme l'entreprise de ramassage de déchets Sépur, aujourd'hui poursuivie en justice par des travailleurs sans papiers qui avaient fait grève en 2021 pour dénoncer leurs conditions de travail et les faibles salaires, alors que Sépur avait remporté des marchés publics à bas prix. De même, pour les « vendanges de la honte » en Champagne, avec l'hébergement dans des conditions indignes de travailleurs sans papiers venus d'Afrique,

mais aussi de Bulgarie et de Pologne.

Le gouvernement, reprend à son compte une politique xénophobe : la circulaire Retailleau de janvier 2025 avait comme objectif (réussi) de rendre les régularisations exceptionnelles et de généraliser les obligations de quitter le territoire, enfermant ainsi de plus en plus de migrants dans les centres de rétention administrative, dans des conditions insalubres, avec des cas documentés de violences physiques, voire de torture. L'esprit colonial tue, y compris en France, en témoigne le meurtre récent par la police de Hacen El Diarra devant son foyer de travailleurs à Paris.

Alors, quelle hypocrisie que celle de la gauche, quand elle parle de « réguler » l'immigration ! Y compris un Mélenchon, qui justifie cette « régulation » en prétendant que ce serait une façon de ne pas donner la possibilité aux patrons de baisser les salaires.

C'est au contraire la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes qu'il faut imposer. Comme l'ont revendiqué plusieurs grèves de travailleurs sans papiers : « On vit ici, on bosse ici, on reste ici ! »

SELMA TIMIS • 03/02/2026

L'AFRIQUE EN MUTATION, SOUS LE NEZ DE SES PRÉDATEURS

Loin de sauver les régimes en place, les diverses opérations militaires menées par la France dans ses ex-colonies d'Afrique n'ont fait qu'accentuer son rejet, et celui des dirigeants qui lui étaient liés.

Au Mali, la colère s'est généralisée dès le début de l'opération Barkhane lancée par François Hollande en 2014. Les populations en avaient certes assez de l'insécurité dans le nord du Sahel, mais c'est bien la misère due à l'exploitation du continent qui a fourni des recrues aux bandes armées. S'y sont ajoutées les bavures de l'armée française, comme en 2021, lorsqu'elle a bombardé un mariage, faisant 19 morts. Avec la hausse vertigineuse des prix, des grèves se sont succédé de 2018 à 2020 dans les mines et chez les cheminots. C'est cette colère sociale qu'avait tenté de capter le démagogue Imam Diko, avant qu'une partie de l'armée elle-même lâche le président en place et étouffe la colère au nom d'une indépendance enfin retrouvée... tout en cherchant d'autres « partenaires internationaux » avec qui marchander les richesses du pays.

Au Tchad, les grèves massives de 2019-2020, notamment pour les salaires impayés, avaient paralysé le pays à la fin du règne d'Idriss Déby. Après sa mort en avril 2021, son fils, auto-proclamé successeur avec la bénédiction de Macron, a fait à son tour face à des mouvements sociaux et à une contesta-

tion politique qui l'ont contraint à un simulacre d'élection présidentielle et à faire mine de prendre quelques distances avec Paris. Après l'élection sans surprise de Déby fils, ce dernier était reçu par Macron le 29 janvier dernier : retour à la case départ pour un régime ami de la France.

Le Sénégal a connu, en 2017, des manifestations contre le franc CFA, signe de dépendance économique vis-à-vis de la France. En 2021, c'étaient les saccages des enseignes d'Auchan et des stations de pétrole (dont Total), manifestations suivies de mobilisations contre la répression politique menée par le président Macky Sall, grand allié de la France. Ce sont elles qui ont abouti à la chute de son régime et à l'élection, en 2024, d'Ousmane Sonko et Diomaye Faye, sortis de prison pour devenir respectivement Premier ministre et président. En se présentant comme défenseurs d'une politique protectionniste, ils ont pour l'instant réussi à canaliser la colère.

Les dictateurs, piliers de la Françafrique, sont l'un après l'autre contestés. L'Afrique change. Pas seulement par la valse des prédateurs en concurrence pour ses richesses, mais avec les colères d'une population dans laquelle la classe ouvrière est de plus en plus nombreuse.

S. LERY • 03/02/2026

Catastrophe ferroviaire d'Adamuz : la rentabilité contre la sécurité

Le bilan de la catastrophe ferroviaire survenue le 18 janvier à Adamuz, en Andalousie, est de 46 morts et 152 blessés. Si les causes de cet événement ne peuvent être encore exactement connues, une chose est sûre : son lourd bilan ne se comprend que replacé dans la logique de rentabilité qui pèse sur le transport ferroviaire.



La catastrophe d'Adamuz a été causée par le déraillement d'un TGV qui s'est ensuite déporté sur la voie opposée, où il a été percuté par un autre convoi. La rupture d'une soudure de rail semble être à l'origine de l'accident. Deux jours plus tard, dans la banlieue de Barcelone, un conducteur de train est décédé au travail après avoir heurté un mur de soutènement qui s'était effondré à la suite de fortes pluies. Depuis, Oscar Puente, ministre socialiste espagnol des Transports, martèle que le déraillement n'est pas dû à un manque d'investissements dans le réseau. Pourtant, cet été encore, le syndicat des conducteurs de trains signalait que « le mauvais état des infrastructures détériorait les trains » et que « l'usage intensif des lignes ferroviaires nécessitait une maintenance bien meilleure ». Il est vrai que le trafic ferroviaire a connu une très forte augmentation en Espagne, notamment grâce au développement du réseau et à l'arrivée de nouveaux opérateurs qui ont pratiqué des politiques tarifaires agressives. Entre 2021 et 2024, le nombre de voyageurs a été multiplié par trois, passant de 13,4 à 40 millions. Pendant ce temps, le budget alloué au réseau, lui, a progressé deux fois moins vite. De plus, une importante part de ce budget a été dédiée à la construction de nouvelles lignes et non à l'entretien de l'existant.

En réaction aux catastrophes ferroviaires, et pour réclamer des mesures garantissant la sécurité ferroviaire, les cheminots espagnols appellent à la grève les 9, 10 et 11 février. Une mobilisation salutaire, car seule une lutte d'ensemble des travailleurs pourrait permettre de sortir de cette logique capitaliste qui fait primer la rentabilité sur la sécurité.

NOS VIES VALENT PLUS QUE LES PROFITS DES GRANDS GROUPES DU FERROVIAIRE ET DU BTP !

Les derniers accidents qui ont eu lieu en Espagne nous rappellent que la course à la rentabilité, la multiplication des étages de sous-traitance, la politique du risque calculé, les économies sur la formation, le personnel et les matériaux font des ravages dans toute l'Europe. En Grèce, l'accident de Tempe (57 morts en 2023), et la tentative de maquillage des responsabilités politiques et patronales, a déclenché d'immenses grèves et manifestations l'an dernier. La SNCF a été reconnue coupable d'homicides involontaires à Brétigny-sur-Orge (7 morts en 2013) notamment pour avoir ignoré les alertes des cheminots chargés de l'entretien des voies.

Depuis, rien n'a changé : exemple parmi d'autres, la CGT des cheminots de Toulouse vient de révéler que le 2 décembre dernier, dans l'Aude, 17 trains ont franchi à pleine vitesse un passage à niveau ouvert ! Pourtant, les salariés avaient signalé le nombre insuffisant d'agents d'entretien des voies sur le secteur...

Léman Express : en lutte pour les salaires et contre le sous-effectif



Depuis le 19 janvier, les travailleurs du technicentre d'Annemasse sont entrés en grève pour revendiquer trois nouveaux postes et une indemnité de vie chère, afin de prendre en compte le coût de la vie exorbitant du bassin frontalier avec la Suisse. Ce mouvement intervient après plus d'un an de sous-effectif dans cet atelier de maintenance. Aujourd'hui, sept des quarante postes du site ne sont pas pourvus. Une situation délétère qui pèse autant sur les cheminots que sur les voyageurs. Depuis sa création en 2019, le site subit un turnover important, atteignant le nombre record en 2025 de huit départs ! Et pour cause, les salaires au rabais atteignent rarement 2 000 euros, pour des postes qui demandent des compétences techniques importantes. Seules les indemnités d'astreinte et de travail de nuit leur permettent de joindre les deux bouts. Alors que le Léman Express rencontre un énorme succès, avec 80 000 voyageurs quotidiens, les directions de la SNCF et de la région Auvergne-Rhône-Alpes, autorité organisatrice des transports régionaux, n'investissent que le strict minimum. Avant même le début du mouvement, le sous-effectif a contraint la direction à immobiliser deux rames, ne pouvant pas effectuer la maintenance dans les temps. Résul-

tat : des réductions de composition des trains sur un réseau déjà souvent saturé aux heures de pointe. En cause également, des écarts de salaire importants entre les travailleurs de la région et les frontaliers, dont les revenus suisses atteignent souvent le double de l'autre côté de la frontière. Ces inégalités sont une aubaine pour les investisseurs immobiliers, qui profitent de cette concurrence pour faire exploser les loyers, aux dépens des travailleurs de la région. Et les cheminots ne sont pas épargnés. La direction a déjà accepté la création de trois postes supplémentaires. Mais si les revenus n'augmentent pas, le turnover incessant et le sous-effectif chronique ne seront pas résolus. Face à une mobilisation majoritaire suivie par deux tiers des agents, la direction n'aura pas d'autre choix que d'accéder aux revendications des grévistes !

CORRESPONDANT • 03/02/2026



SNCF : « GRÉVILLA » À L'AIGUILLAGE ET AU SERVICE ÉLECTRIQUE

Depuis le 19 janvier, des cheminots des métiers de l'aiguillage en Île-de-France sont engagés dans une grève, sous la forme de débrayages d'une heure par jour. Ceux des services électriques (équipement des voies et des installations) sont en grève sur le même genre de modalités depuis plusieurs mois. Les revendications portent sur des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail.

Les modalités de grève d'une heure par jour permettent de tenir dans le temps et épuisent l'encadrement qui doit remplacer les grévistes. Mais pour le moment, ces mouvements n'ont pas permis d'obtenir des concessions majeures sur les revendications. Ce genre de grève est à la grève illimitée ce que la guérilla est à la guerre. Et la direction ne se prive pas de mener sa propre guérilla, en recourant à des méthodes illégales comme refuser les déclarations de grève, mobiliser des briseurs de grève, sucrer des primes aux grévistes ou modifier les plannings pour empêcher toute réunion collective des participants.

De fait, ces modalités de grève « à l'économie » ne permettent pas d'organiser facilement des assemblées générales. C'est ce qu'il faudrait pour que ces mouvements s'élargissent et se renforcent, et passent sous le contrôle démocratique des grévistes, plutôt que d'être soumis aux bureaucraties syndicales divisées entre elles, et qui négocient dans le dos des cheminots.

Les aiguilleurs comme les cheminots du service électrique se battent, à raison, pour que les contraintes spécifiques à leurs métiers, bien réelles, soient reconnues. Preuve qu'il faut s'y mettre tous ensemble ! C'est la seule voie pour obtenir des augmentations de salaire pérennes.

CORRESPONDANTS • 03/02/2026

RATP : NOUVEAU PATRON, MÊME COMBAT

Le Parlement a validé, sur proposition de Macron, la nomination de Xavier Piechaczyk comme nouveau PDG de la RATP. L'avis des travailleurs ? Pas besoin de patron pour faire fonctionner les transports !

On saura se souvenir qu'il n'y a que le rapport de force, avec lui comme avec les autres, qu'il comprend !

Ce haut diplômé a le même CV que les autres de son espèce : conseiller politique de Jean-Marc Ayrault puis de François Hollande, président de RTE (réseau de transport d'électricité), où il a violemment réprimé une grève de plusieurs mois pour l'augmentation des salaires, en envoyant les flics déloger les grévistes. On saura se souvenir qu'il n'y a que

le rapport de force, avec lui comme avec les autres, qu'il comprend ! Il a déclaré vouloir « poursuivre le travail développé par Jean Castex », sans blague, un vrai as pour attaquer les conditions de travail, et vouloir mettre l'accent sur le besoin de renforcer « la sûreté des voyageurs ». Il faut dire que la « sûreté » et la « sécurité » sont des thèmes à la mode. Ce que veulent les patrons, c'est la sécurité de leurs profits et la sûreté de leur ordre social, pendant que nous vivons l'insécurité des conditions de travail et des bas salaires ! Une mobilisation d'ampleur des travailleurs et travailleuses du secteur serait la meilleure manière de lui souhaiter la bienvenue.

CORRESPONDANT • 03/02/2026

NAO SNCF : ça ne ruisselle toujours pas !

La SNCF engrange des records de bénéfices : 1,3 milliard d'euros en 2023, 1,55 milliard en 2024 et autour de 2 milliards attendus pour 2025. Il y aurait de quoi financer des augmentations générales de salaire de 400 euros pour tous et réaliser des milliers d'embauches. Mais, à la sortie des négociations annuelles obligatoires (NAO) tenues le 13 janvier pour 2026, elle annonce 0,25 % d'augmentation au 1^{er} juillet, puis de nouveau 0,25 % en octobre. Dérisoire. La direction avance qu'entre les primes de partage de la valeur et les primes d'intéressement, les cheminots toucheraient en moyenne 1 750 euros brut entre décembre 2025 et mai 2026. Le montant global de ces primes ne représente que 15 % des 2 milliards d'euros de bénéfices attendus, elles sont exonérées de cotisations sociales et ne comptent donc nullement pour la retraite et, surtout, la direction garde la capacité de les moduler d'une année sur l'autre,

voire de fermer complètement le robinet. L'usage par le patronat de primes exonérées de cotisations sociales s'est généralisé, y compris à la SNCF, pendant que les salaires n'augmentent pas au rythme de l'inflation. Si on compare les grilles de salaire cheminotes actuelles avec celles de 2011, en tenant compte de l'inflation, les salaires sont en moyenne 10 % plus bas qu'il y a quinze ans. Rogner sur la rémunération fixe, distribuer de temps en temps des petites enveloppes, accaparer la grande majorité des bénéfices : la SNCF est décidément une entreprise capitaliste comme les autres.

FRANCK ROUVIER • 03/02/2026

La colère des sans trains et les trains de la colère

Depuis des années, l'État assure à minima l'entretien des voies et ne cesse de diminuer ses dotations aux régions, qui ont la charge des TER. Dans le cadre du bras de fer que la région Nouvelle-Aquitaine a engagé avec l'État, se renvoyant l'une l'autre la responsabilité des budgets d'austérité, le conseil régional a décidé de supprimer en 2026 les réparations d'urgence (15 millions d'euros), ce qui pourrait conduire à la fermeture de six ou sept lignes TER.

Par contre, cette même région choisit d'investir dans la LGV pour joindre Bordeaux à Dax et Toulouse, chantiers coûteux et destructeurs, au lieu d'améliorer les lignes existantes. Les mille manifestants venus à Limoges le 31 janvier demandent à l'État et aux régions de financer l'entretien et le développement de toutes les lignes de desserte fine comme des axes structurants (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse ; Bordeaux-Lyon par Clermont-Ferrand ou Limoges). Car c'est

bien l'ensemble de ce réseau ferroviaire qui participe à la mobilité dans les campagnes pour les scolaires, le travail, les loisirs... L'argent coule à flots quand il s'agit de l'armement. Mais pour tout ce qui est utile à la population... il faut faire des économies. Alors à nous d'être de plus en plus nombreux à prendre les trains de la colère !

CORRESPONDANT • 03/02/2026



Les travailleurs de Lisi Automotive en lutte contre la fermeture



Il a deux semaines, Lisi a annoncé la fermeture de son usine à Puiseux-Pontoise (Val-d'Oise) qui produit des fixations pour l'automobile, sous-traitant de Stellantis, Renault, Mercedes, BMW dans toute l'Europe : 131 licenciements prévus, la fermeture totale du site est programmée en octobre. Malgré les 211 millions d'euros de profits en 2024, ce groupe international (automobile, aérospatial, médical) assoiffé de gains de productivité, planifie le transfert de l'activité en Allemagne, Hongrie et Maroc. Dans ce sale coup, on retrouve la famille

Peugeot, actionnaire à 5 % de Lisi. La direction propose des reclassements dans l'aérospatial : vers Bordeaux, Toulouse, Troyes. La moyenne d'âge est de près de 45 ans, certains ont 35 ans de boîte, cette proposition de partir refaire sa vie très loin est vue comme une provocation. Selon les salariés, faute de mieux, il reste donc à négocier des indemnités. Or la direction propose pour le moment 300 euros d'indemnités supra-légales par année d'ancienneté ! « Il manque au moins un zéro ! » se révolte un syndicaliste, une ouvrière déclare : « Moi ça fait 12 ans

que je travaille ici ! Je partirais donc avec 3 600 euros [en plus des indemnités légales] ? » Les salariés se sont mis en grève suite à l'annonce de la fermeture, partiellement interrompue avec le début des négociations. Plusieurs délégations de travailleurs sont passées sur leur piquet de grève, des délégués des usines proches : de la CGT de Renault Flins et de SUD Stellantis Poissy notamment. Renault Flins ne produit plus de voitures depuis deux ans et a un avenir incertain, Stellantis Poissy avec ses 2 000 salariés est menacé de fermeture dans un an et demi. Dans le secteur automobile, rien qu'en janvier, Bosch a annoncé la fermeture des sites d'Yeure près de Moulins (270 salariés) et de Vénissieux (40 salariés), à Strasbourg Dumarey Powerglide annonce la fermeture de son site (320 emplois supprimés après 245 en 2025), en Moselle ce sont les entreprises Mahle et Allgaier qui menacent 180 emplois chacune, dans le Nord, Sogefi 130 emplois, et la liste est encore longue... Pour être plus fort et gagner, il y a la nécessité de se battre ensemble, prendre des contacts en vue de se coordonner, contre les patrons licenciés de l'automobile et au-delà !

HERSH RAY ET LÉO BASERLI • 03/02/2026

CAPGEMINI

La chasse aux étrangers, un savoir-faire bien français



L'Observatoire des multinationales, dans un article du 21 janvier, relayé par le journal de 20 heures de France TV le 27 janvier, révélait que le géant français de l'informatique soutenait la police américaine ICE, tristement célèbre pour ses exactions dont les meurtres de Renée Good et Alex Pretti, dans sa traque aux étrangers. Les contrats remportés par sa filiale Capgemini Government Solutions (CGS) fin 2025 ont pour objet de les identifier et de les localiser. Comble du cynisme, la rémunération devait évoluer en fonction des « résultats », donc du nombre d'arrestations, jusqu'à pouvoir atteindre 365 millions de dollars.

Face au tollé, la direction de Capgemini a mis en vente sa filiale CGS et assure n'avoir jamais connu les détails de ces contrats « classifiés ». Hypocrisie : Capgemini collabore avec

l'ICE depuis près de 20 ans pour « optimiser » la gestion des camps de détention et des déportations. L'entreprise s'en vantait récemment sur son site Internet, mais a fait le ménage depuis.

Côté gouvernement français, on feint l'indignation. Catherine Vautrin, ministre des Armées, a rappelé que « le respect des droits de l'homme est un sujet ». Pourtant Capgemini n'est pas un cas isolé : d'après *Libération* du 30 janvier, l'ICE compte sur des drones de la société Parrot et sur des logiciels de gestion de données biométriques de Thales, deux entreprises dont l'État est actionnaire, directement ou indirectement. Le gouvernement préfère fermer les yeux. Sans parler du fait que la chasse aux étrangers existe aussi ici, en France, avec des conséquences tout aussi funestes, comme le meurtre de El Hacen Diarra dans le commissariat du 20^e arrondissement le 14 janvier.

Cette affaire a légitimement suscité colère et indignation chez de nombreux salariés de Capgemini, qui se posent le problème d'éviter d'être associés à des projets de ce type. La meilleure des clauses de conscience ne pourra venir que d'une mobilisation collective, qui leur permettrait de mettre leur nez dans les contrats, brisant le secret des affaires, jusqu'à décider des contrats à honorer ou non.

ADRIAN LANSALOT • 03/02/2026

CAPGEMINI

S'il faut donner son poste, allez donner le vôtre Monsieur le Directeur

C'est par voie de presse que les travailleurs de Capgemini ont appris, mardi 20 janvier, le projet de la direction du groupe de supprimer 2 409 emplois en France, soit 7 % des effectifs.

L'entreprise de conseils numériques cotée au CAC 40 prétexte à la fois d'un ralentissement de l'activité en France et du développement de l'IA qui anticiperait des gains de productivité. Derrière les justifications fumeuses – le chiffre d'affaires de Capgemini était en hausse de 2,9 % l'an dernier – il s'agit surtout de générer de nouveaux profits et de conforter les actionnaires en montrant qu'on peut faire accomplir à moins de salariés une plus grande quantité de travail.

Car les salariés savent bien que les suppressions d'emplois sont autant une attaque contre ceux qui partent que contre ceux qui restent, soumis à des cadences et à une pression plus élevée.

Jusqu'à récemment, quand l'informatique embauchait, il était commun de quitter sa boîte pour trouver un autre poste, en espérant un meilleur salaire. Mais avec l'évolution du secteur, de nombreux travailleurs savent que l'herbe n'est pas plus verte ailleurs. Il ne reste plus à la direction qu'à tenter une rupture conventionnelle collective, licenciements maquillés en ruptures au volontariat... mais on sait bien ce qu'est le volontariat quand la direction se donne tous les moyens de mettre la pression aux salariés qu'elle voudrait mettre à la porte.

« Un remplacement de la direction par l'IA semble être la solution la plus humaine », réagissait un salarié !

CORRESPONDANT • 03/02/2026

La Poste

À FORCE DE TAPER SUR TOUT LE MONDE, ILS VONT FINIR PAR NOUS POUSSER À RÉAGIR ENSEMBLE !

Condamnation pour les cinq postiers du 92 pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de La Poste pendant une grève, avec six mois de prison avec sursis pour notre camarade Gaël Quirante : un jugement d'une grande brutalité, pour faire passer un message aux postières et aux postiers, et plus largement pour donner le signal à tout le monde que faire grève c'est risquer gros. Et on voit ces dernières semaines que la direction de La Poste est à l'offensive sur le front de la répression : Alex représentant local SUD à Paris 17 et Paul représentant SUD à Paris 15 visés par des mises à pied ; Vincent, secrétaire de SUD Poste 78, traîné pour la quatorzième fois en discipline ; Éric, représentant départemental CGT FAPT 59, en procédure de licenciement ; Sam, représentant départemental SUD dans le 66, licencié sur autorisation du ministre du Travail ; Yann, secrétaire départemental de SUD 13, lui aussi en procédure disciplinaire... La liste des représentants syndicaux visés par la répression s'allonge, sachant que bien d'autres collègues non-syndiqués passent quotidiennement en discipline pour un oui ou pour un non.

Des rassemblements locaux de protestation ont lieu à Marseille le 4 février, à Paris le 6 février et à Arras le 10 février... Il est grand temps de prendre une initiative nationale contre la répression, à La Poste et bien au-delà. La meilleure manière de répondre, c'est justement de se regrouper et de se battre ensemble au-delà des frontières entre organisations et entre secteurs, pour faire face à l'offensive contre notre classe. C'est justement l'enjeu de la réunion unitaire qui se tiendra à Paris le 10 février.

ALEX MCCOY • 03/02/2026

Fibre Excellence : 350 licenciements brutaux aux pieds des montagnes

Samedi 31 janvier, plus de 2 000 personnes ont marché dans les rues de Saint-Gaudens, ville de 12 000 habitants au sud de la Haute-Garonne, suite à l'annonce de la fermeture de la seule grosse usine de la ville. 350 emplois sont directement menacés, plusieurs milliers d'emplois induits (10 000 selon la CGT).



« UNE USINE QUI FERME, C'EST UN TERRITOIRE QUI MEURT »

L'annonce est tombée au retour des fêtes : l'usine va fermer mi-mars, ainsi que l'autre site du groupe à Tarascon, dans les Bouches-du-Rhône, où 250 personnes vont perdre leur emploi. Fibre Excellence fait pourtant vivre la région, des bûcherons qui permettent au bois d'arriver à l'usine, en passant par les transporteurs, les ouvriers qui transforment le bois en papier, puis l'acheminement vers les clients.

Les prétextes de la fermeture ? La hausse du prix du bois

de trituration depuis 2021, la hausse des droits de douanes de Trump sur l'Amérique latine, qui ont entraîné une réorganisation de la filière du papier vers l'Europe, ainsi que la baisse du prix de l'électricité produit par la biomasse, revendu par l'usine. Pour l'instant, les salariés demandent à ce que l'État fasse un geste sur le prix de l'électricité et la sécurisation de l'approvisionnement.

PAS DE RAISON DE SE LAISSER CREVER !

Les salariés ont décidé de s'organiser : lorsque le directeur général est venu sur l'usine pour parler avec les chefs et les représentants du personnel mercredi 28 janvier, sans daigner s'adresser à l'ensemble des salariés, ces derniers ont décidé de l'interpeller à la sortie jusqu'à qu'il leur parle. Un premier entraînement pour préparer la manifestation du samedi 31 janvier, à laquelle ont participé de nombreux habitants et commerçants.

Les syndicats n'ont pas mis la grève à l'ordre du jour, pour le moment, afin, disent-ils, ne pas donner de prétexte à la direction pour fermer l'usine plus tôt. Prochain rendez-vous le 11 février, avec un rassemblement sur place, pendant que des représentants des deux sites se rendent à Bercy.

L'urgence de la situation pousse salariés et syndicats à aller chercher un soutien de la part de l'État, en espérant que ce gouvernement puisse faire un geste pour sauver les emplois. Des alliés à aller chercher seraient aussi, et surtout, les salariés de toutes les entreprises menacées de licenciements, qui auraient bien raison de se solidariser des travailleurs de Fibre Excellence !

SELMA TIMIS • 03/02/2026

RENTREE 2026 : NOUVELLE SAIGNÉE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Plus c'est gros, plus ça passe. Le 26 janvier, le ministère de l'Éducation nationale a présenté une copie prévoyant... 800 suppressions de postes supplémentaires par rapport aux 3 200 déjà prévues dans le budget ! Devant le tollé, Édouard Geffray a finalement prétendu « une erreur » et présenté une nouvelle version.

Mais la note s'avère toujours très salée pour les établissements. Ainsi, dans l'académie de Lille, 245 postes sont supprimés dans le premier degré, 167 dans le second. À Bordeaux, ce sont 125 suppressions dans les collèges et lycées, 99 dans les écoles ; en Normandie, 253 suppressions au total...

C'est sans compter les suppressions de postes de conseiller principal d'éducation (CPE) : à Paris, quatre postes vont disparaître, dans des établissements déjà au bord de l'explosion. De même pour le personnel administratif : l'académie de Nancy-Metz perd cinq postes, celle de Reims quatre...

Le ministère justifie ses suppressions au nom de la baisse démographique. Mais rien que dans les collèges et lycées, alors qu'entre 2017 et 2023, le nombre d'élèves a augmenté de plus de 8 000, ce sont 8 000 postes d'enseignants qui ont été supprimés ! La démographie, c'est quand ça les arrange.

Cette saignée est bien l'illustration que ce budget adopté au 49.3 avec la complicité du PS, est un budget de guerre sociale. Plus que jamais, loin des impasses institutionnelles, il va falloir se battre, par la grève et les manifs, contre ces coupes dans les services publics !

AURÉLIEN PÉRÉNA • 03/02/2026

Périscolaire parisien : que faire ?

Le 29 janvier, Cash Investigation donnait la parole à des parents, des animateurs et animatrices, et des responsables de la ville de Paris sur les faits de violence dans le périscolaire. L'émission montre, faisant état des violences subies, les réponses aberrantes de l'adjoint à la mairie de Paris, qui admet que les « dysfonctionnements » sont mis sous le tapis. Les très nombreux signalements de parents, qui s'appuient sur les récits d'enfants rapportant des agressions à caractère sexuel, ont poussé, début décembre 2025, la mairie de Paris à nommer une « défenseuse des enfants ». Mi-décembre, elle avait déjà reçu 150 saisines pour des faits d'agressions sexuelles.

« Dans toutes les structures qui accueillent les enfants, les parents dénoncent des mauvais traitements »

Quarante animateurs ont été suspendus en 2025 et une quinzaine d'enquêtes sont ouvertes. Ces scandales de maltraitements dans le périscolaire ne sont pas isolés. Dans toutes les structures qui accueillent les enfants, les parents dénoncent des mauvais traitements, qui vont de la punition collective jusqu'aux agressions sexuelles. Le recrutement et la formation des agents laissent à désirer. Mais il y a une raison à cela : il ne s'agit pas de « dysfonctionnements », mais d'un système qui fonctionne grâce au précaire.

Dans les écoles parisiennes, 8500 agents d'animation sont vacataires. Cela coûte moins cher d'embaucher des agents non titulaires, payés en dessous du Smic. Davantage de personnel, formé et stable sur les postes, et des conditions de travail correctes, protégeraient l'intérêt des enfants. Pour lutter contre

les prédateurs sexuels, l'embauche de personnel formé semble une réponse évidente. Une circulaire de 2015 recommande d'ailleurs de ne pas laisser les enfants seuls dans des espaces confinés (de type coin lecture, dortoir, etc.) avec un seul adulte. Cette circulaire n'est toujours pas appliquée en 2025, par manque d'effectifs. Le périscolaire connaît énormément de turn-over, des salariés recrutés pour des temps courts, pour des tâches extrêmement mal payées. À Rouen par exemple, la surveillance des cantines est rémunérée six euros de l'heure. Économies sur les repas, enfants quasiment privés de nourriture pendant la journée, punitions collectives : c'est le cas à la ville de Paris, mais aussi dans les crèches...

« La véritable perspective pour mettre fin à ces horreurs, réside dans la lutte des salariés et des usagers des écoles ou des crèches pour revendiquer les moyens qui permettraient de s'occuper correctement des enfants. »

Certes, il faut dénoncer le fait que la ville de Paris couvre souvent ces affaires, le fait que leurs auteurs continuent d'exercer un métier qui les met au contact d'enfants qui deviennent alors de potentielles victimes. Mais la véritable perspective pour mettre fin à ces horreurs, réside dans la lutte des salariés et des usagers des écoles ou des crèches pour revendiquer les moyens qui permettraient de s'occuper correctement des enfants.

MONA NETCHA • 03/02/2026

Grève à Biocoop Les Fêtes : une victoire des salariés



Les 16 salariés de Biocoop Les Fêtes (proche de la place des Fêtes dans le 19^e arrondissement de Paris), étaient en grève depuis le 3 janvier 2026. Une première pour beaucoup d'entre elles et eux, salariés de longue date ou étudiants salariés. Une sacrée équipe qui a tenu tête pendant plus de trois semaines, pour arracher un protocole de fin de conflit mercredi 28 janvier, à leur avantage.

Occupation du magasin, piquets quotidiens, actions et affiches ont valu aux grévistes un beau soutien du quartier, entre autres un coup de main financier pour la caisse de grève.

Nous-mêmes avons aidé de notre mieux, et une délégation des grévistes est venue expliquer les raisons de sa grève à notre réunion publique du 22 janvier, dans le cadre de notre campagne municipale à Paris. Intéressant !

CONDITIONS DE TRAVAIL PAS BIO DU TOUT !

Ils étaient en grève contre une patronne harceleuse, championne de la surveillance caméra, du flicage des discussions entre collègues, d'où l'exigence qu'elle disparaisse de la circulation ! Autre gros souci : les salaires. Les grévistes ont obtenu

qu'il y ait une direction intermédiaire entre la patronne et les salariés (l'embauche d'un directeur extérieur) et 4,5 % d'augmentation pour tous et toutes, soit au minimum 100 euros brut mensuels.

DERRIÈRE L'AFFICHAGE ÉCOLO, LA RAPACITÉ PATRONALE

Capitalisme éthique ? À d'autres ! Biocoop est un système fort aujourd'hui de plus de 750 magasins, une société anonyme coopérative qui est une association de patrons, sur les affaires desquels la « marque » Biocoop prend systématiquement des parts (de 10 % à 15 %). La société prête l'argent pour l'ouverture de nouveaux magasins, fixe les normes de la marque et prend une rente. D'un autre côté, les patrons de magasin doivent acheter des parts sociales de la société Biocoop. Ce mastodonte du secteur de la distribution paie ses salariés tout juste au-dessus du Smic. Durant la grève, le siège de Biocoop a épaulé la patronne du magasin en envoyant ses RH pour négocier, en appelant des salariés du siège pour faire les « jaunes » et remplacer les grévistes, et ouvrir certains jours. Biocoop a même obtenu la présence d'un huissier et des venues régulières de la police ! Elle protège qui, la police ?

Mais la grève, les soutiens syndicaux et la solidarité du quartier ont renvoyé tout ce monde-là à la niche !

BENJAMIN GUIGNARD • 03/02/2026

Le **NPA** RÉVOLUTIONNAIRES en campagne municipale

Dans près d'une trentaine de villes, nous sommes en campagne pour les municipales dont le premier tour aura lieu le 15 mars. Nous remercions tous celles et ceux qui mènent cette campagne avec nous, en particulier tous les travailleurs et travailleuses qui constituent nos listes.

Retrouvez sur notre site **l'actualité de notre campagne** →



et **l'agenda** de nos réunions à venir →



Grenoble : carton plein pour notre réunion publique « Paroles de travailleurs » !

Le jeudi 29 janvier, le NPA-Révolutionnaires tenait sa deuxième réunion publique dans le cadre des municipales. Plus de 80 personnes étaient présentes pour discuter des transports, du logement et des services publics.

Après une introduction permettant de replacer cette campagne dans le contexte politique international et national, Pierre, conducteur de car chez Keolis, et des salariés de Mvélo+ (service de location de vélos de la métropole) ont pu discuter de la nécessité de l'extension et de la gratuité des transports, sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes.

Baptiste Anglade, travailleur social qui mène la liste « Grenoble ouvrière et révolutionnaire », a rappelé que c'est en prenant sur les profits des grandes entreprises qu'il

serait possible de financer des services essentiels, à hauteur des besoins.

Enfin, des membres du syndicat des livreurs à vélo, qui occupent le siège de la métropole de Grenoble après avoir été expulsés de leurs logements, ont pris la parole pour discuter de la réquisition des logements vides et de la précarité des travailleurs sans papiers.

Prochains rendez-vous à Grenoble : le 12 février prochain sur le campus et le 5 mars pour le grand meeting de la liste à la Maison du tourisme !

CORRESPONDANTS • 03/02/2026

Anticapitalistes et révolutionnaires à Pessac, pour affirmer la nécessité de prendre nos affaires en mains

À Pessac, dans la métropole bordelaise, la liste Anticapitalistes et révolutionnaires à l'initiative du NPA-Révolutionnaires est menée par Isabelle Ufferte, ancienne infirmière, militante SUD Santé-Sociaux et ancienne élue municipale en 2001 et 2014.

Notre volonté de faire de ces élections municipales une occasion politique pour contester la minorité parasite qui mène le monde à la catastrophe, et pour porter la perspective d'une autre société, a été rapidement partagée par des camarades avec qui nous militons au quotidien, nous convainquant de l'utilité d'une telle liste. Militantes et militants syndicalistes à l'hôpital, La Poste, dans l'aéro, l'enseignement, le travail social... Militantes et militants en solidarité avec les migrantes et migrants, féministes, antivaldistes, nous

sommes aujourd'hui 49, de toutes les générations. Les réunions de liste sont l'occasion d'échanger sur la cohérence de l'ensemble de nos combats, de les intégrer dans un projet global, celui de la prise en main de la société et de sa transformation par les exploités et les opprimés eux-mêmes, et de discuter de comment nous pouvons porter ces idées dans la campagne.

Comme partout, la situation internationale, la montée du nationalisme, du militarisme, des extrêmes droites est au cœur des préoccupations, avec la volonté d'être acteurs et actrices, de se regrouper et de renforcer les liens, bien au-delà des municipales. Une perspective enthousiasmante.

CORRESPONDANTS • 03/02/2026

DES LISTES « C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS »

À LORMONT

Notre liste se présente pour continuer à faire entendre au conseil municipal la voix des luttes qui n'y ont pas la parole, comme nous l'avons fait depuis 26 ans bien-tôt que j'y suis élue (LCR, NPA puis NPA-R), par exemple en solidarité avec les migrants contre la construction du centre de rétention administrative par la métropole - dirigée par une majorité PS-Verts-PC -, ou avec la révolte des banlieues en 2023.

Depuis ce temps, nous avons vu la majorité locale suivre les logiques à l'œuvre. Durant la crise de 2008, elle a eu recours à des emprunts toxiques qui l'ont lourdement endettée. S'est ajoutée la baisse drastique des dotations de l'État, qui sont pourtant l'essentiel des recettes d'une ville de quartiers populaires et jeunes, sans industrie mais avec beaucoup de besoins sociaux.

Pour suivre les injonctions d'économies gouvernementales, la majorité municipale

a mis fin aux contrats de 24 animateurs, et veut en même temps imposer une plus grande polyvalence aux agentes des écoles maternelles (Atsem), qui l'ont refusée par une grève de plus d'un mois en septembre. Une politique que soutient le RN, au conseil depuis 2014, avec en plus sa démagogie raciste et sécuritaire.

La liste que nous constituons avec des anciens et nouveaux habitants et habitantes, porte les idées d'organisation à la base et d'affrontement avec le gouvernement et le grand patronat qu'il sert ; elle veut être un encouragement, que nous soyons réélus ou pas, à nous regrouper et à nous organiser autour d'elle dans le temps.

MÓNICA CASANOVA •
03/02/2026



À CENON

La liste de Cenon, en construction, est menée par Christine Héraud, élue révolutionnaire au conseil municipal depuis 2001. Travailleurs et travailleuses, chômeurs, précaires, jeunes de cette liste, nous voulons faire entendre la voix de celles et ceux qui font marcher la société. C'est à nous de décider de tout ce qui nous concerne, et non aux politiciens professionnels, que ce soit dans les conseils municipaux ou au Parlement.

Dans le contexte mondial de guerres commerciales, de montée du militarisme et des guerres, de régimes réactionnaires et d'extrême droite, le budget d'austérité contre les travailleurs et travailleuses et la population, contre les services publics, la Sécu, les budgets sociaux, va encore aggraver la régression sociale dans les quartiers populaires, alors que les licenciements se multiplient, que le chômage s'accroît, et que la seule réponse à l'insécurité sociale est l'escalade des politiques sécu-

ritaires (vidéosurveillance à laquelle nous nous sommes toujours opposés, escalade répressive de la police municipale...).

Comme nous l'avons toujours fait, nous soutiendrons nos camarades travailleurs et travailleuses sans papiers, comme, il y a quelques années, au squat de la Zone libre et en dénonçant le lieu de rétention administrative (LRA), zone de non-droit d'où sont expulsées les personnes avec « OQTF ».

Nous défendons la démocratie directe des travailleurs et travailleuses et de la population, le droit à décider de tout ce qui nous concerne et en premier lieu le budget de la commune.

Nous invitons toutes celles et ceux qui veulent faire entendre cette voix à se regrouper autour de notre liste aux municipales et au-delà.

CORRESPONDANTS •
03/02/2026



CAEN : COMME PARTOUT, LA GALÈRE DU LOGEMENT S'INVITE DANS LA CAMPAGNE !

Vendredi 16 janvier, des habitantes et habitants de logements gérés par Caen la mer habitat (CLMH) ont envoyé une délégation interpeller le bailleur social. Le chauffage est défaillant. Dans une tour du quartier du Chemin Vert, une pétition a été signée à l'unanimité par les locataires pour dénoncer la situation. Certaines et certains doivent allumer leur four la nuit ou payer des chauffages d'appoint. Le problème a été remonté il y a plusieurs mois, mais les cadres de CLMH rétorquent qu'il n'y a « plus de problématique générale » et se défaussent sur leurs prestataires censés résoudre les défaillances de chauffage, qui eux-mêmes affirment après relevés qu'il n'y a pas d'anomalie !

Les habitants d'autres quartiers populaires comme ceux de la Guérinière ou du Calvaire Saint-Pierre rapportent les mêmes difficultés.

propriétaire bricole lui-même l'électricité : il a failli partir en fumée il y a quelques mois ! Un court-circuit avait déclenché un incendie que la locataire n'a été en mesure d'éteindre que parce qu'il a littéralement démarré sous ses yeux ! Celle-ci l'explique très bien : mère célibataire et cumulant plusieurs activités, son dossier n'est pas assez bien pour les agences immobilières (elle paye pourtant déjà 900 euros de loyer pour son taudis inchauffable...). Comme elle, les autres locataires ont été refusés partout ailleurs. Mais leur logement devient un piège dont ils ne peuvent partir à moins d'aller dormir à la rue - le délai pour avoir un logement social est d'environ quatre ans...

Il reste deux mois d'hiver. La lutte collective contre les vendeurs de sommeil pourrait bien réchauffer les locataires caennais.

CORRESPONDANTS • 03/02/2026

LES BAILLEURS SOCIAUX N'EN ONT D'AILLEURS PAS L'EXCLUSIVITÉ

En plein centre-ville, des façades anciennes « chic » cachent parfois des immeubles insalubres, tel ce bâtiment dont le

Agenda

Lyon

OUVRIÈRE & RÉVOLUTIONNAIRE

Pour que les travailleurs et les travailleuses décident de tout

RAPHAËLE MIZONY étudiante

ANTHONY BRUNO cheminot

TABLE RONDE **SAMEDI**
LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS **07/02 - 17H**

AU RESTAURANT « LE SANTY »
LYON - TRAM BACHUT MAIRIE DU 8E

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

CAEN Élections municipales 2026

OUVRIÈRE & RÉVOLUTIONNAIRE

MEETING

Pour que les travailleurs et les travailleuses décident de tout

MERCREDI 11/02
À 18H

Salle du Calvaire St-Pierre
18 av Horatio Smith à Caen

Béatrice Lacroix Enseignante et syndicaliste

Gaël Quirante postier licencié et syndicaliste

GRENOBLE

OUVRIÈRE & RÉVOLUTIONNAIRE

MEETING

JEUDI 5 MARS - 19H
MAISON DU TOURISME
14 rue de la république

AVEC BAPTISTE ANGLADE Travailleur social et syndicaliste

NOËMI MONDON Salariée précaire dans une clinique

GAËL QUIRANTE ET SELMA LABIB PORTE-PAROLLES DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

NPA GRENOBLE

LISTE SOUTENUE PAR

REJOINS NOTRE CAMPAGNE

npa-revolutionnaires.org

Municipales 2026

DES LISTES **OUVRIÈRES & RÉVOLUTIONNAIRES**

MEETING DE CAMPAGNE

19 FÉVRIER **Espace Charenton**
19H30 327 Rue de Charenton, 75012 PARIS

→ Buvette et librairie sur place à partir de 19h

Pour que les travailleurs et les travailleuses décident de tout

GAËL QUIRANTE Inspecteur à la Police

BLANCOU CHAUVEL Inspecteur à la Police

SELMA LABIB Inspecteur à la Police

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

npa-revolutionnaires.org

JO d'hiver, le sport capitaliste en pleine glissade

En plein réchauffement climatique, la tenue de Jeux olympiques d'hiver devient de plus en plus improbable. L'édition 2029 des Jeux asiatiques d'hiver ne se tiendra finalement pas en Arabie saoudite comme initialement prévu, après le tollé mondial provoqué par cette décision surréaliste. En attendant, les JO de Milan et Cortina qui s'ouvrent cette semaine sont accompagnés par leur lot de scandales. Comme toujours, divers problèmes techniques dans les infrastructures mettent un peu de suspense avant l'ouverture des premières compétitions (incurie des entreprises qui s'engagent sur des délais impossibles à tenir, et souvent au mépris des

conditions de travail). C'est là qu'apparaissent des mails compromettant le patron des JO de Los Angeles avec le criminel sexuel Epstein...

Trump était la cible de manifestations encourageantes du public italien, qui s'oppose radicalement à la venue de membres de la milice raciste ICE, en charge de la sécurité des athlètes américains. Et alors que des menaces de boycott planent sur la Coupe du monde de foot, les dirigeants qui veulent toujours séparer sport et politique pourraient avoir des surprises.

PHILIPPE CAVÉGLIA • 03/02/2026

FILM

BAISE-EN-VILLE,

MARTIN JAUVAT

En salle

Chelles, une dizaine de kilomètres à l'est de Paris, terminus d'une des branches du RER E. Pour circuler d'un endroit à un autre de la grande banlieue, c'est la galère. Or, pour avoir un job, il faut le permis, et, pour se payer le permis, il faut avoir un job... Le cercle vicieux dans lequel Corentin, Sprite pour les intimes, 25 ans est enfermé.

Déprimé par la rupture avec sa copine, ce grand gosse vit à nouveau chez ses parents et tourne en rond. Excédée, sa mère lui a retiré la bonde de la baignoire dans laquelle Sprite aime s'installer pour rêver, assis sur un fond d'eau - il faut bien penser à la planète.

Il s'inscrit tout de même dans une auto-école, tout en décrochant un boulot de nuit dans une boîte qui se présente comme une « start-up » - le patron, qui dort dans son camion, et lui nettoient des logements après des fiestas bien arrosées.

Sprite passe ses nuits à courir pour attraper un dernier bus, un dernier train, tandis que le jour, il prend ses leçons de conduite. Heureusement, Marie-Charlotte, la monitrice d'auto-école décide de le prendre en main et lui donne un vieux baise-en-ville - cette petite sacoche capable d'abriter de quoi passer une nuit hors de chez soi... d'où son nom.

On rit de bon cœur de ce garçon un peu empoté mais touchant et sensible, et de ces situations absurdes que connaissent bien des jeunes, et des moins jeunes, aujourd'hui.

J.-J. F. • 03/02/2026

EXPOSITION

« MAGELLAN, UN VOYAGE QUI CHANGEA LE MONDE »

Musée de la Marine (Paris) jusqu'au 1^{er} mars - 15 € (gratuit pour les moins de 25 ans)

MAGELLAN ET LES PRÉMIÈRES DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE

Si l'on passe outre les panneaux à la gloire de la CMA-CGM, troisième compagnie du monde de transport en conteneurs, et de l'armée française, on découvre dans ce musée une exposition remarquable sur le navigateur portugais qui a cherché à finir le périple entrepris par Christophe Colomb. Particulièrement immersive, l'exposition met des noms et des visages sur cette aventure et, dans chaque salle, de nombreux objets ainsi que des statistiques aident à comprendre précisément les tenants et aboutissants du voyage. Un documentaire réalisé pour l'occasion accompagne le parcours : constitué d'un film d'animation et d'interviews d'historiens, c'est une franche réussite¹.

On en apprend beaucoup sur la rivalité économique entre l'Espagne et le Portugal, et

les débuts de la colonisation. C'est ce contexte qui a rendu possible l'émergence d'aventuriers aux dents longues, typiques d'une bourgeoisie qui se lance à l'assaut du monde.

Un des aspects les plus réussis de l'exposition est la description du rapport aux peuples qui habitaient les terres conquises, les « indigènes ». La brutalité de la colonisation est abondamment décrite. Et on comprend le changement radical qu'implique la découverte de sociétés humaines autrefois inconnues. Comme le résumait leur contemporain Montaigne : « Notre monde vient d'en trouver un autre. »

On peut se procurer à la sortie deux livres instructifs. Le premier est le récit de voyage poignant de Pigafetta, présent lors de l'expédition, un des rares revenus vivants au Portugal. Le second est le *Magellan* de Stefan Zweig, le grand écrivain autrichien de l'entre-deux-guerres qui, avec un style remarquable, se montre particulièrement sensible au bouleversement historique représenté par ce voyage.

ROBIN KLIMT • 03/02/2026

1 *L'incroyable périple de Magellan*, série documentaire en quatre épisodes, disponible gratuitement sur le site d'Arte.

Vingt ans après le CPE, le Medef propose un CDI pour les jeunes pouvant être rompu sans motif

Il y a vingt ans, la mobilisation des jeunes et des travailleurs avait permis de faire reculer le patronat et Dominique de Villepin, alors Premier ministre, et son contrat première embauche (CPE), ou plutôt « contrat précarité et exploitation sans limite ». Aujourd'hui, la principale organisation patronale, le Medef, tente à nouveau de faire des jeunes une main-d'œuvre corvéable à merci, avec un CDI pouvant être rompu plus facilement. Si nous avons réussi à faire reculer les patrons en 2006, nous pourrions recommencer en 2026 !

LES JEUNES DANS LA GALÈRE...

18,8 % des jeunes entre 15 et 24 ans sont privés d'emploi, c'est trois fois plus que l'ensemble des tranches d'âge. Avec ou sans diplôme, il est de plus en plus difficile de trouver un travail. Trouver un stage - même non rémunéré ! - ou une alternance relève déjà du parcours du combattant. Et quand - miracle ! - on est embauché quelque part, c'est pour découvrir les joies de l'exploitation salariale, avec un salaire au plus bas et des risques au plus haut. Les accidents de travail sont deux fois plus élevés chez les moins de 25 ans, jusqu'à la mort : plus d'un décès sur cinq survient dans l'année qui suit la prise de poste et 22 jeunes de moins de 25 ans sont morts au travail en 2024.

POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE, IL FAUDRAIT

Les étudiants d'AgroParisTech en lutte contre l'agro-industrie

Samedi 24 janvier, la police entre sur le campus d'AgroParisTech (Palaiseau) pour évacuer les étudiants qui occupent leur école. Après l'exclusion de 36 élèves pour deux semaines, la colère reste forte chez les étudiants, réunis dès le mardi 3 février en assemblée générale pour préparer les suites.

REFUSER LA COURSE AUX PROFITS DANS L'AGRICULTURE

AgroParisTech forme des ingénieurs agronomes. Ils seront pour la plupart embauchés par les grandes coopératives agricoles ou les multinationales de l'agroalimentaire, avec la mission d'optimiser les techniques de production et de transformation agricole. Si ces savoirs pourraient être utiles à l'ensemble de l'humanité, pour répondre aux besoins alimentaires, on voit comment le modèle capitaliste les oriente vers la course aux profits des grandes entreprises. C'est bien ce dont se plaignent les étudiants ! Ils remettent en question les enseignements qui leur sont dispensés et la gestion de la ferme appartenant à l'école. Mesures arbitraires, techniques agricoles polluantes et sans respect du bien-être animal, logique de rentabilité sans considération pour une exploitation des terres à long terme : il faudrait tout revoir, et le faire en consultant les étudiants et travailleurs qui regorgent d'idées à mettre en place ! Face au refus de la direction de dialoguer - quand on sait

DONNER LE DROIT DE NOUS VIRER !

Le Medef décide de prendre à bras-le-corps le problème : les jeunes n'auraient pas de boulot car les patrons auraient... peur de les embaucher ! Pour le Medef, le peu de protections qui existe pour les salariés encore est une plaie. Il faut par exemple verser des indemnités quand on vire quelqu'un du jour au lendemain. Alors, il propose la création d'un CDI « pouvant être rompu sans motif pendant les premières années », un « contrat à droits progressifs » : au départ, pas de droits du tout, et peu à peu - si on ne se fait pas virer -, on en gagnera quelques-uns. Mais qu'est-ce qui empêcherait alors un patron de rompre tous les contrats avant que les salariés obtiennent le droit aux indemnités ? On ne luttera pas contre le chômage en donnant le droit aux patrons de licencier plus facilement. Pour faire reculer le chômage, le seul moyen est de répartir le travail entre tous et toutes. Plutôt que de revenir sur les jours fériés, sur les 35 heures, pourquoi pas travailler moins, mais tous ?

Alors si les patrons veulent refaire le CPE, soyons prêts à refaire 2006 : une grève massive de la jeunesse qui menace de déborder sur le monde du travail !

UMA DAUNAI • 03/02/2026



que l'ancienne présidente de la FNSEA est membre du conseil d'administration, on n'est pas vraiment surpris -, les étudiants ont commencé à occuper le campus mardi 20 janvier, vite rejoints par d'autres du plateau de Saclay, comme ceux de CentraleSupélec avec lesquels ils ont construit des liens dans la lutte contre le génocide en Palestine. Tous ces établissements existent pour former le personnel qualifié dont ont besoin les grandes boîtes meurtrières. Il est enthousiasmant que leurs étudiants contestent ces politiques : l'avenir se construit dans les luttes !

U. DAUNA • 03/02/2026

LA COLÈRE MONTE DANS LE PERSONNEL DE L'UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

En décembre dernier, la présidence de l'université a fait voter un budget déficitaire de 6,5 millions d'euros. Au-delà de la suppression des licences de danse et d'anglais-philosophie et des suppressions de postes, beaucoup des membres du personnel qui resteront savent déjà que ce sera la course pour tenir la pression. Avec notamment l'intensification de la sélection que ces attaques impliquent, les salariés vivent la situation comme

une perte du sens de leur travail. Ces choix budgétaires ne passent pas sans réaction. Le 29 janvier, 500 personnes se sont réunies en assemblée générale pour discuter de l'étendue de cette attaque et de la nécessité d'une riposte, que les étudiants auraient toutes les raisons de rejoindre !

ELLI GORAGUER • 03/02/2026

LES CRS À NOUVEAU DÉPLOYÉS CONTRE UNE OCCUPATION DE SANS-FACS À NANTERRE !

Dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 janvier, 70 membres du collectif des sans-facs de Nanterre et de nombreux soutiens (Unef Nanterre, militantes et militants de SUD Éducation et de la FSU), ont de nouveau occupé le bâtiment de la présidence de l'université, dans un conflit qui dure depuis juillet.

Les sans-facs, sortant du lycée ou de licence et refusés à l'université par les machines de sélection que sont Parcoursup et MonMaster, refusent un tri social qui exclut en premier lieu les enfants de la classe ouvrière ou issus de l'immigration. Leur collectif et leurs soutiens ont lancé cette nouvelle occupation pour imposer l'ouverture de négociations. La section SUD des employés de la fac, la FSU 92, mais aussi le collectif parents-profs de la ville de Nanterre, ainsi que le député LFI Éric Coquerel se sont portés volontaires en vue d'une médiation pour résoudre le conflit.

Une nouvelle fois, la présidence de l'université a fait le choix d'une brutale répression. Elle a condamné avec des barrières et des vigiles les accès à l'université, avant de faire expulser l'occupation par l'intervention de la police (comme elle l'avait déjà fait lors de la première occupation) et en nassant le rassemblement de soutien. Un scandale, de la part d'une présidente de « gauche » qui a publié récemment une biographie de Rosa Parks ! Cette même présidence qui poursuit en diffamation la représentante légale de l'Unef Nanterre, par ailleurs militante du NPA-R, pour une affiche dénonçant sa politique de sélection sociale.

Vidéo de l'intervention :



Ces méthodes autoritaires ont pour objectif de mettre fin aux luttes qui remettent en question la sélection. Or, dès le lendemain de l'intervention policière, le collectif intervenait dans les amphis pour dénoncer ce coup de force. Les sans-facs ont bien raison de continuer !

GEORGES S. MINOG • 02/02/2026



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES_REVO

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES